



**RAPPORT  
DU COMMISSAIRE GÉNÉRAL  
DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX  
DES NATIONS UNIES  
POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE  
DANS LE PROCHE-ORIENT**

**1er juillet 1965 - 30 juin 1966**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT ET UNIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 13 (A/6313)**

**NATIONS UNIES**

**RAPPORT**  
**DU COMMISSAIRE GÉNÉRAL**  
**DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX**  
**DES NATIONS UNIES**  
**POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE**  
**DANS LE PROCHE-ORIENT**

**1er juillet 1965 - 30 juin 1966**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT ET UNIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 13 (A/6313)**



**NATIONS UNIES**

*New York, 1966*

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

# TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Lettre d'envoi .....	v
Lettre du Président de la Commission consultative auprès de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient .....	vii
INTRODUCTION .....	1 - 13
PREMIERE PARTIE - RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE L'OFFICE DU 1er JUILLET 1965 AU 30 JUIN 1966 .....	14 - 34
A. Service des secours .....	14 - 18
B. Service de santé .....	18 - 22
C. Enseignement général et professionnel .....	23 - 30
D. Autres formes d'assistance .....	30 - 31
E. Services communs et administration générale .....	31
F. Opérations financières .....	31 - 34
DEUXIEME PARTIE - BUDGET POUR L'ANNEE CIVILE 1967 .....	35 - 45
A. Introduction .....	35 - 36
B. Prévisions de dépenses .....	36 - 44
C. Financement du budget .....	44 - 45

## ANNEXES

I. Tableaux	
1 à 4 Statistiques relatives aux réfugiés immatriculés ..	46 - 50
5 à 8 Service des secours .....	51 - 54
9 à 12 Service de santé .....	55 - 58
13 à 16 Service de l'enseignement général et professionnel	59 - 62
17 Autres formes d'assistance fournie aux réfugiés ...	63
18 à 22 Questions financières .....	64 - 78
23 Personnel de l'Office .....	79
II. Graphiques : réfugiés immatriculés, rationnaires et habitants des camps; réfugiés ayant droit aux services de santé; effectifs scolaires; diplômés des écoles professionnelles	
III. Carte indiquant approximativement la répartition géographique et la densité de la population réfugiée immatriculée auprès de l'Office ( <u>in fine</u> )	



## LETTRE D'ENVOI

Le 31 août 1966

Monsieur le Président,

Conformément à la demande énoncée au paragraphe 21 de la résolution 302 (IV) du 8 décembre 1949 et au paragraphe 8 de la résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958, j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le rapport annuel ci-joint relatif à l'activité de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient durant la période du 1er juillet 1965 au 30 juin 1966.

Le rapport se divise en trois parties principales :

L'introduction souligne le caractère critique du problème financier qui continue de menacer la poursuite des services de l'UNRWA aux réfugiés; expose la ligne de conduite que l'Office espère suivre pendant son nouveau mandat, s'il dispose de revenus suffisants; analyse les problèmes qui se posent actuellement au sujet de la rectification des listes de rationnaires; et demande à l'Assemblée générale des directives sur les mesures à prendre si des fonds suffisants ne peuvent être obtenus.

La première partie rend compte de l'activité de l'Office pendant la période de douze mois qui se termine au 30 juin 1966.

La seconde partie traite du budget de l'Office pour l'année civile 1967, aux fins d'examen par l'Assemblée générale lors de sa vingt et unième session.

Des tableaux statistiques et des graphiques relatifs aux différents aspects de l'activité de l'Office se trouvent aux annexes 1 et 2 du rapport.

La Commission consultative de l'Office a étudié le rapport et exprimé son point de vue dans une lettre de son Président en date du 26 août 1966 dont vous trouverez ci-joint une copie. Si, lors de la rédaction du présent rapport, j'ai bénéficié des conseils des membres de la Commission, cela ne signifie pas que les gouvernements représentés dans cette Commission approuvent nécessairement toutes les opinions que j'ai exprimées.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Commissaire général,  
(Signé) Laurence MICHELMORE

Monsieur le Président de l'Assemblée générale  
Organisation des Nations Unies  
New York



LETTRE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE AUPRES DE  
L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR  
LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Le 26 août 1966

Monsieur le Commissaire général,

Lors de sa séance du 18 août 1966, la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a soigneusement étudié le rapport annuel que vous vous préparez à soumettre à l'Assemblée générale lors de sa vingt et unième session.

La Commission consultative estime que votre rapport décrit fidèlement l'activité de l'Office pendant la période allant du 1er juillet 1965 au 30 juin 1966 et expose nettement le dilemme toujours posé à l'Office qui s'efforce de maintenir son programme de services aux réfugiés arabes de Palestine, bien que ses dépenses augmentent et qu'il ne soit pas assuré de disposer à l'avenir de ressources suffisantes.

La Commission consultative rend hommage aux efforts entrepris en vue de réunir les fonds requis pour l'exécution du programme de l'année 1966, tel qu'il fut présenté à l'Assemblée générale lors de sa vingtième session, et s'associe à votre appel aux gouvernements en vue d'assurer les ressources nécessaires pour pourvoir aux besoins urgents de la communauté réfugiée pendant l'année à venir. Comme par le passé, les membres de la Commission ont réservé la position de leurs gouvernements respectifs au sujet d'un certain nombre de questions examinées dans le rapport.

Mes collègues se joignent à moi pour vous remercier du soin que vous avez pris pour établir le présent rapport et pour vous féliciter du dévouement dont le personnel de l'Office fait preuve dans sa mission d'assistance aux réfugiés.

Veillez agréer, Monsieur le Commissaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Président de la Commission  
consultative,

(Signé) Shahap GÜRLER

Monsieur Laurence Michelmore  
Commissaire général  
Office de secours et de travaux des  
Nations Unies  
Beyrouth





CONFIDENTIEL

INTRODUCTION

1. A sa vingtième session, l'Assemblée générale a renouvelé le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pour une nouvelle période de trois ans expirant le 30 juin 1969 1/. La première partie du présent rapport contient un exposé des activités de l'Office pendant la dernière année de son mandat précédent 2/. Dans les efforts qu'il déploie pour aider à satisfaire les besoins essentiels de la population palestinienne réfugiée conformément aux directives de l'Assemblée générale, l'Office verra encore se poser à lui, au cours de son nouveau mandat, des problèmes ardu. On trouvera des observations relatives à certains de ces problèmes dans les paragraphes suivants de l'introduction. Le programme d'activité proposé pour le prochain exercice financier est présenté sous la forme de prévisions budgétaires dans la deuxième partie du présent rapport.

2. Dans son rapport annuel précédent, le Commissaire général a attiré l'attention de l'Assemblée générale sur un grave déséquilibre, qui s'accroît rapidement, entre les recettes de l'UNRWA et les dépenses qu'entraîne l'exécution de son programme actuel d'activités; il a averti l'Assemblée qu'à moins de remédier à cette situation, il en résulterait un arrêt des services qui comporterait des conséquences désastreuses pour les réfugiés.

3. A la fin de sa vingtième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution 2052 (XX), a invité tous les gouvernements à faire, d'urgence, le plus grand effort possible de générosité pour satisfaire les besoins futurs de l'UNRWA, compte tenu en particulier du déficit budgétaire que prévoit le rapport du Commissaire général. Le Commissaire général est heureux de signaler que cet appel et l'effort ensuite déployé par l'Office et sa Commission consultative ont abouti à une nette amélioration de la situation financière de l'Office. L'année 1966 s'était ouverte sur la perspective d'un déficit budgétaire de quelque 4 200 000 dollars. Six mois plus tard, grâce à ce qui a été pratiquement une opération de sauvetage, le déficit prévu était réduit à 1 100 000 dollars et l'on

---

1/ Résolution 2052 (XX) de l'Assemblée générale.

2/ Voir page suivante.

Note 2 de la page précédente

- 2/ On trouvera un historique de l'Office et un exposé détaillé de sa mission et de ses travaux jusqu'au 1er juillet 1965 dans les rapports annuels et autres documents de l'ONU énumérés ci-après :
- A. Rapport définitif de la Mission économique d'études des Nations Unies pour le Moyen-Orient (28 décembre 1949) [A/AC.25/6, 1ère et 2ème parties]
  - B. Rapport du Secrétaire général sur l'aide aux réfugiés de Palestine : Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Commission politique spéciale, Annexe, vol. II, document A/1060.
  - C. Proposition en vue de la continuation de l'assistance des Nations Unies aux réfugiés de Palestine; document présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale lors de sa quatorzième session (A/4121).
  - D. Rapport du Directeur de l'Office et rapports spéciaux du Directeur et de la Commission consultative à l'Assemblée générale :
    - a) Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément No 19 (A/1451/Rev.1);
    - b) Ibid., sixième session, Suppléments Nos 16 et 16A (A/1905 et Add)
    - c) Ibid., septième session, Suppléments Nos 13 et 13A (A/2171 et Add)
    - d) Ibid., huitième session, Suppléments Nos 12 et 12A (A/2470 et Add)
    - e) Ibid., neuvième session, Suppléments Nos 17 et 17A (A/2717 et Add)
    - f) Ibid., dixième session, Suppléments Nos 15 et 15A (A/2978 et Add)
    - g) Ibid., onzième session, Suppléments Nos 14 et 14A (A/3212 et Add)
    - h) Ibid., douzième session, Supplément No 14 (A/3686 et A/3735);
    - i) Ibid., treizième session, Supplément No 14 (A/3931 et A/3948);
    - j) Ibid., quatorzième session, Supplément No 14 (A/4213);
    - k) Ibid., quinzième session, Supplément No 14 (A/4478);
    - l) Ibid., seizième session, Supplément No 14 (A/4861);
    - m) Ibid., dix-septième session, Supplément No 14 (A/5214);
    - n) Ibid., dix-huitième session, Supplément No 13 (A/5513);
    - o) Ibid., dix-neuvième session, Supplément No 13 (A/5813);
    - p) Ibid., vingtième session, Supplément No 13 (A/6013).
  - E. Résolutions de l'Assemblée générale : 194 (III) du 11 décembre 1948; 212 (III) du 19 novembre 1948; 302 (IV) du 8 décembre 1949; 393 (V) du 2 décembre 1950; 513 (VI) du 26 janvier 1952; 614 (VII) du 6 novembre 1952; 720 (VIII) du 27 novembre 1953; 818 (IX) du 4 décembre 1954; 916 (X) du 3 décembre 1955; 1018 (XI) du 28 février 1956; 1191 (XII) du 12 décembre 1957; 1315 (XIII) du 12 décembre 1958; 1456 (XIV) du 9 décembre 1959; 1604 (XV) du 21 avril 1961; 1725 (XVI) du 20 décembre 1961; 1856 (XVII) du 20 décembre 1962; 1912 (XVIII) du 3 décembre 1963; 2002 (XIX) du 10 février 1965; 2052 (XX) du 15 décembre 1965.

espérait que de nouvelles contributions pourraient le réduire encore 3/. Le Commissaire général tient à remercier ici très chaleureusement les gouvernements qui par une aide financière prompte et généreuse ont montré une fois de plus leur souci du sort des réfugiés de Palestine et leur ferme soutien de l'Organisation des Nations Unies. Il éprouve aussi une profonde gratitude à l'égard des nombreuses personnes et des nombreux représentants d'organisations bénévoles dont la sympathie et les encouragements constants se sont à nouveau manifestés durant cette période difficile.

4. Bien que l'Office, comme on l'expliquera dans la première partie du rapport, espère maintenant pouvoir exécuter l'essentiel du programme pour 1966 qu'il a soumis à l'Assemblée générale lors de sa vingtième session, il n'est pas possible d'envisager les années qui viennent avec beaucoup d'optimisme. Il ne s'est pas produit le moindre changement dans le problème financier fondamental qui se pose à l'Office, ce dernier étant tenu de fournir les services essentiels à la population réfugiée, mais n'étant en aucune façon assuré qu'il pourra disposer de ressources suffisantes pour répondre à ces besoins. Par conséquent, les plans relatifs à la nouvelle période du mandat de l'Office doivent être examinés dans le contexte de cette dure réalité. Comme on l'expliquera plus loin, le maintien des services nécessaires aux réfugiés, à un certain niveau et selon certaines normes qui depuis des années ont été formellement ou tacitement approuvées par l'Assemblée générale, entraînera inévitablement un accroissement des dépenses durant les trois prochaines années. Une augmentation des contributions gouvernementales qui permettrait de compenser cette augmentation des dépenses est donc urgente. Actuellement, on ne prévoit pas qu'il y aura des fonds suffisants, que ce soit sous forme de contributions annuelles régulières ou de contributions spéciales. Reconnaissant que des appels pressants du genre de celui qui fut lancé au début de 1966 pourraient perdre de leur force en se répétant, l'Assemblée générale désirera sans doute considérer quelles seraient les meilleures dispositions pour assurer des recettes suffisantes. L'Assemblée générale pourrait considérer que le moment est venu de procéder à un nouvel examen approfondi de l'ensemble des méthodes et procédures employées afin de financer les services de l'Office.

5. Jusqu'ici, on n'enregistre pas non plus de signes d'un changement dans la situation qui est à l'origine du besoin d'assistance des réfugiés. Ces derniers, dont le nombre s'accroît constamment, continuent d'attendre de l'Office qu'il leur assure l'instruction et les soins médicaux, et des centaines de milliers d'entre eux continuent d'avoir besoin des rations que l'Office leur fournit et de l'abri qu'il leur offre dans les camps. Certains réfugiés, notamment un nombre appréciable d'anciens élèves des écoles normales et professionnelles de l'Office, sont maintenant capables de pourvoir à leurs besoins et à ceux de leur famille, mais nombreux sont ceux qui n'arrivent à le faire que partiellement et qui, même avec l'aide de l'Office, ont juste de quoi subsister. Beaucoup d'autres doivent compter uniquement sur l'assistance qui leur est fournie. Les réfugiés continuent aussi à insister sur ce qu'ils considèrent leur droit légitime au retour dans leurs foyers et à souligner le fait que l'Organisation des Nations Unies leur a donné au sujet du rapatriement ou de l'indemnisation des assurances que l'Assemblée générale a confirmées une fois de plus à sa vingtième session, mais qui restent sans effet.

---

3/ Durant cette période, des contributions supplémentaires avaient été annoncées par le Saint-Siège et par les Gouvernements de l'Arabie Saoudite, du Danemark, de l'Irak, de la Libye, du Niger, du Pakistan, du Qatar, de la République de Chine, de la Suède et de la Tunisie.

Ces assurances sont contenues au paragraphe 11 de la résolution 194 (III), dans lequel l'Assemblée générale décida qu'"il y avait lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables". Les années succédant aux années, les réfugiés ne semblent pas ressentir moins d'amertume à la pensée qu'une grave injustice a été commise à leur égard, en les privant de leurs foyers et de leur patrie, ainsi que de tous les revenus des propriétés qu'ils y ont laissées. Le fait que le problème des réfugiés de Palestine continue de se poser comporte donc, pour la paix et la stabilité du Moyen-Orient, des conséquences qui restent aussi graves que par le passé.

Ligne de conduite proposée pour la nouvelle période du  
mandat de l'Office

6. L'Office se trouve maintenant au seuil d'une nouvelle période de son mandat. De l'avis du Commissaire général, il pourrait être utile pour l'Assemblée générale d'indiquer l'orientation à donner aux trois principales activités figurant au programme de l'Office (enseignement, santé et secours) au cas où les ressources atteindraient un niveau suffisant.

7. L'un des grands problèmes qui se poseront à l'Office au cours des trois prochaines années est l'accroissement de la demande dans le domaine de l'enseignement. Le nombre des enfants réfugiés scolarisés augmente à un rythme beaucoup plus rapide que l'ensemble de la population (voir annexe II, graphiques A et C) et l'on peut s'attendre à ce que cette tendance se maintienne au cours des trois prochaines années. Les crédits destinés à l'éducation sont d'un ordre de grandeur tel qu'il n'est pas possible de fournir beaucoup plus que le strict nécessaire; tout nouvel accroissement de la population scolaire ne peut être absorbé que s'il s'accompagne d'une augmentation correspondante du budget de l'enseignement.

8. Il semble indispensable de maintenir l'enseignement de base donné dans les écoles primaires élémentaires de l'UNRWA et de l'UNESCO. Six années d'enseignement primaire permettront aux enfants réfugiés d'apprendre à lire, à écrire et à compter et à se servir de ces connaissances. On s'attend à ce que l'accroissement des effectifs à ce niveau soit d'environ 3,5 à 4 p. 100 par an. Il faudra continuer à s'efforcer d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire élémentaire. Un premier pas, fort utile, a été fait dans cette voie par l'Institut pédagogique de l'UNRWA et de l'UNESCO qui donne une formation aux maîtres en exercice (voir par. 85).

9. Il importe au plus haut point d'assurer trois années d'enseignement primaire supérieur (ou secondaire du premier cycle) aux enfants appartenant au groupe d'âge de 12 à 15 ans. A ce niveau, la demande d'instruction est très forte et ne fait que grandir; s'il était possible d'y répondre entièrement, elle provoquerait probablement un accroissement des effectifs de plus de 10 p. 100 par an. Cependant, comme il est nécessaire d'élever le niveau de l'enseignement dans ces écoles, il serait peut-être préférable de prévoir un taux de développement de, par exemple,

5 p. 100 par an et de consacrer une partie des ressources à l'amélioration du niveau. Cette question sera examinée plus à fond avec l'UNESCO et les autorités des pays d'accueil.

10. L'Office se propose de maintenir l'aide financière limitée qu'il fournit actuellement aux élèves de l'enseignement secondaire du deuxième cycle et de l'enseignement supérieur et désirerait même l'augmenter, s'il en avait les moyens. A l'heure actuelle, il contribue pour une somme de quelque 480 000 dollars par an au coût de l'éducation de 20 000 élèves de l'enseignement secondaire du deuxième cycle, mais la plus grande partie des dépenses effectuées dans ce domaine, qui atteignent peut-être un total de 1 500 000 à 2 millions de dollars par an, est prise en charge par les gouvernements des pays d'accueil. On ignore à combien s'élève au total le nombre de réfugiés qui fréquentent une université, mais l'on pense qu'il est d'environ 5 000. L'Office contribue chaque année pour 350 000 dollars au coût des études de 650 élèves de l'enseignement supérieur, le solde étant fourni presque entièrement par les gouvernements des pays d'accueil qui sont cependant aidés dans une certaine mesure par des dons d'autres gouvernements ou de sources non gouvernementales. Il est manifeste que le coût de la formation universitaire d'un étudiant dépasse de beaucoup le montant versé à cet effet par l'Office.

11. En ce qui concerne l'enseignement professionnel et la formation de maîtres, l'Office souhaiterait former assez d'instituteurs pour pouvoir répondre à l'accroissement des effectifs dans ses propres écoles et pour remplacer ceux de ses instituteurs réfugiés qui le quittent pour prendre un autre emploi. Pour atteindre ce but, il est indispensable de développer la formation des élèves-maîtres avant leur engagement. Comme la demande de main-d'oeuvre qualifiée se maintient et même se fera probablement de plus en plus forte dans le monde arabe, il serait utile de développer l'enseignement technique et professionnel pendant la période 1966-1969, si l'on disposait des fonds nécessaires, d'une part en augmentant le nombre des écoles professionnelles - qui seraient vraisemblablement des externats - et d'autre part en plaçant des élèves réfugiés dans des institutions officielles ou privées. Enfin, du point de vue éducatif, et conformément à une recommandation expresse de l'UNESCO, il serait hautement souhaitable, si les ressources le permettent, de maintenir en vigueur le petit programme actuel d'éducation des adultes et d'enseignement de la lecture aux femmes réfugiées (voir par. 90) et de lui donner progressivement une plus grande extension au cours des trois prochaines années.

12. En raison de l'accroissement démographique, le nombre de réfugiés admis à bénéficier des services de santé est passé de 800 000 en 1948 à plus de 1,2 million en 1966 (voir annexe II, graphique B). D'autre part, surtout depuis 1963, les difficultés financières de l'Office ont mis à rude épreuve ses services de santé : il a fallu continuer de les faire fonctionner en respectant les limites d'un budget à peu près bloqué, alors que récemment les prix, en particulier ceux des services hospitaliers, ont accusé une hausse sensible. Ceci n'a été possible que grâce à une assistance accrue des gouvernements des pays d'accueil, en effectuant de sévères économies, notamment dans le domaine administratif, et en ne créant de nouveaux services que dans la mesure où ils sont financés par des dons spéciaux. Cependant, on est maintenant parvenu au point où ce serait exposer la santé de la population réfugiée à des risques sérieux que de restreindre encore les dépenses ou de ne pas fournir des services médicaux suffisants à une population en accroissement constant. Pendant la nouvelle période de son mandat, l'Office

espère donc pouvoir développer toutes les parties de son programme de façon à répondre aux besoins d'une population de plus en plus nombreuse et en même temps orienter et adapter constamment ce programme aux progrès de la science médicale, en suivant le rythme de l'évolution des services médicaux dans les pays d'accueil. En particulier, il serait nécessaire de pourvoir les dispensaires de laboratoires simplement équipés pour les diagnostics, d'améliorer les installations de physiothérapie prévues pour les malades non hospitalisés, de constituer un fonds spécial permettant de faire face à l'occasion au coût élevé de certains soins médicaux quand il s'agit de sauver une vie humaine, de faire bénéficier les enfants de trois à six ans du programme de contrôle médical systématique et enfin de coopérer avec les autorités locales en vue d'améliorer et de développer sensiblement les services d'assainissement, qui sont indispensables à la réalisation du programme de médecine préventive de l'Office.

13. A partir de ces données générales, on peut s'attendre à ce que le coût d'exécution des programmes d'enseignement et de santé pendant la nouvelle période du mandat de l'Office augmente chaque année de 750 000 dollars pour l'enseignement et de 150 000 dollars pour la santé approximativement. Si l'on tient compte aussi de la hausse des prix et des frais de gestion, le surcroît minimum de dépenses pour assurer le fonctionnement des services d'enseignement et de santé sera d'environ 1 300 000 dollars en 1967 et une nouvelle augmentation, du même montant à peu près, viendra s'y ajouter chaque année.

14. Dans l'autre grand secteur d'activité de l'Office - les secours - le niveau des dépenses n'a guère changé depuis des années. En ce qui concerne la distribution des denrées alimentaires, le nombre des rations s'est maintenu, presque depuis la création de l'Office, entre des limites assez rapprochées. Il faut reconnaître que, si les secours sont restés à ce niveau, ce n'est pas l'aboutissement de décisions délibérées s'appuyant sur des données objectives. C'est, au contraire, l'absence de données objectives et l'insuffisance des ressources qui ont conduit à ce résultat. Il convient de noter que le maintien du nombre des rationnaires aux alentours de 850 000 à 875 000 depuis dix ans, alors que la population réfugiée passait de moins d'un million à plus de 1 300 000, peut être considéré comme une réduction relative de ce service. Rétrospectivement, on peut apercevoir une certaine corrélation entre cette diminution relative de l'assistance économique et le taux de croissance de l'économie dans les pays d'accueil.

15. Le nombre des enfants inscrits sur les listes d'attente pour les rations continue d'augmenter. Il atteint maintenant 257 099. Tant que leurs demandes ne sont pas examinées et que l'on ne peut pas porter de jugement sur l'état de besoin des rationnaires actuels, il ne semble pas qu'il existe des raisons suffisantes d'envisager un changement dans le niveau des secours, bien que les variations des prix, les ajustements des salaires du personnel, la construction de logements et le remplacement du matériel puissent produire certaines fluctuations d'une année à l'autre.

16. On considère donc que le maintien des différents types de prestation actuellement fournie aux réfugiés exigera une augmentation des dépenses de 1,5 million de dollars en 1967 (voir par. 108) et d'autres augmentations d'un montant équivalent les années suivantes. Comme les recettes de 1966 ne sont pas encore suffisantes pour pourvoir aux besoins courants et comme on ne peut pas s'attendre à voir se renouveler certaines contributions spéciales offertes cette année, il semble, d'après les indications dont on dispose actuellement, que les recettes

de 1967 seront probablement inférieures de 3 à 4 millions de dollars au montant nécessaire. Si des fonds supplémentaires substantiels ne peuvent être obtenus, l'Office et les réfugiés devront affronter des réductions sérieuses dans le programme pour 1967. Parmi diverses mesures possibles, il semble qu'il faudrait encore remettre à plus tard la plupart des projets de construction d'écoles et d'établissements sanitaires, qu'il faudrait également différer toute nouvelle augmentation des rémunérations du personnel local, aussi justifiée soit-elle, et qu'il faudrait faire certains choix difficiles au sujet des services qui sont actuellement fournis aux réfugiés. Les possibilités qui ont été signalées à la Commission consultative de l'UNRWA au début de 1966 seraient sans aucun doute évoquées à nouveau : il s'agit notamment de cesser de former des moniteurs pour la jeunesse, de n'accorder aucune nouvelle bourse d'enseignement supérieur, de réduire certaines autres parties du programme éducatif, de commencer à réserver aux réfugiés particulièrement nécessiteux (au lieu d'en faire une distribution générale) le savon, le pétrole lampant et les suppléments de farine et de légumes secs fournis aux réfugiés pendant les mois d'hiver, ainsi que de réduire ou de supprimer l'alimentation d'appoint, si l'Office ne reçoit pas l'aide indispensable. Comme ces diverses mesures seraient toutes préjudiciables soit à l'ensemble des réfugiés soit à certains d'entre eux, le Commissaire général et tous ceux que préoccupe le sort des réfugiés doivent continuer de demander instamment des contributions supplémentaires afin qu'il ne soit pas nécessaire d'examiner ces pénibles alternatives.

17. S'efforçant de trouver les fonds nécessaires à la réalisation, aussi complète que possible, de son plan d'action pour 1966 en faveur des réfugiés, l'Office a notamment adressé un appel au Programme alimentaire mondial pour lui demander de l'aider à poursuivre son programme d'alimentation d'appoint à l'intention de certaines catégories de réfugiés particulièrement vulnérables : il s'agit là d'une activité extrêmement utile qui est menacée, comme un certain nombre d'autres, par la crise financière de l'Office. Le Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial a examiné la requête de l'Office à sa neuvième session en avril 1966. Le Comité a estimé qu'aux termes des résolutions portant création du Programme alimentaire mondial et des règles générales qui le régissent, celui-ci ne pouvait accepter que des demandes d'aide émanant de gouvernements et que de ce fait il n'était pas autorisé à aider directement une organisation. Une opinion contraire a été émise par une minorité de membres du Comité qui ont considéré qu'une interprétation plus large des statuts n'était pas seulement possible, mais qu'elle avait en fait été déjà adoptée par le Comité lorsque celui-ci a approuvé l'octroi d'une aide dont le bénéficiaire n'était membre ni de l'Organisation des Nations Unies ni de la FAO; ils ont déclaré, en outre, que les statuts du PAM n'excluaient pas expressément l'assistance à une organisation. Ayant pris note de l'opinion de la minorité, le Comité a décidé d'étudier à sa dixième session (prévue pour octobre 1966) la question d'un amendement éventuel aux textes de base qui permettrait au PAM de conclure avec des organisations internationales des accords portant sur des projets.

18. Au début de 1966, l'Office a aussi fait des démarches auprès d'un certain nombre de gouvernements qui s'étaient intéressés spécialement dans le passé à ses programmes de formation professionnelle et d'enseignement supérieur et il leur a suggéré d'envisager la création en commun d'un fonds spécial qui servirait à financer ces programmes en fonction de l'intérêt qu'ils présentent du point de vue de l'assistance technique. Le coût annuel de ces programmes est d'environ 3 400 000 dollars. S'ils pouvaient être financés par des contributions spéciales



prélevées sur les ressources de l'assistance technique ou de l'aide au développement économique des pays d'outre-mer, ces versements venant s'ajouter aux contributions gouvernementales normales que l'UNRWA reçoit en tant qu'organisme chargé de secourir les réfugiés, cela aiderait beaucoup à remettre en équilibre le budget de l'Office. En fait, certains des gouvernements ainsi sollicités ont accepté, pour leur part, de verser une contribution au titre de l'assistance technique, mais jusqu'ici il n'a pas été possible d'organiser le financement en commun de ces programmes, par l'intermédiaire d'un groupe ou consortium de gouvernements. La réponse la plus remarquable qui ait été faite à cette démarche de l'Office est venue du Gouvernement suédois qui, par le canal de l'Office suédois d'aide à l'étranger, a versé une contribution spéciale de 2 millions de dollars pour le financement des programmes d'enseignement professionnel et supérieur en 1966. Cette action décisive a permis d'éviter un arrêt des services de l'Office cette année, et le Commissaire général saisit cette occasion pour remercier chaleureusement la Suède de cette aide généreuse, qui est venue à point nommé. Un nouveau tableau (annexe I, No 21) a été ajouté dans le rapport pour montrer les contributions pour l'enseignement supérieur et la formation professionnelle que l'Office a reçues jusqu'à présent en 1966.

#### Revision des listes de rationnaires

19. Dans sa résolution 2052 (XX), l'Assemblée générale a prié le Commissaire général "de prendre les mesures nécessaires, notamment par la revision des listes de rationnaires, problème qui a été et reste un sujet de grande préoccupation pour l'Assemblée générale, pour assurer, en coopération avec les gouvernements intéressés, la répartition la plus équitable des secours en fonction des besoins". Conformément à ces directives, l'Office a cherché, de concert avec les gouvernements, les moyens de réaliser de nouveaux progrès qui lui permettent de mieux s'assurer que son assistance parvient aux personnes nécessiteuses réunissant les conditions requises pour en bénéficier. Le problème se pose presque uniquement pour la distribution périodique des rations, les difficultés étant relativement peu nombreuses lorsqu'il s'agit des conditions à réunir pour bénéficier des soins médicaux, des services d'enseignement, du logement ou de l'aide aux personnes particulièrement nécessiteuses.

20. Comme on l'a signalé l'année dernière, les gouvernements des pays d'accueil, tout en reconnaissant en principe que les listes de rationnaires devraient être rectifiées, ont considéré qu'ils ne pourraient prêter la main à ce projet que si l'Office devait recevoir des ressources suffisantes pour maintenir à leur niveau actuel les prestations fournies aux réfugiés, et notamment les rations 4/. Au début de 1966, les difficultés financières ont continué d'assombrir tout l'avenir des services mais, en avril, le Commissaire général a estimé que la réponse aux appels qui avaient été lancés pour obtenir des ressources supplémentaires était telle qu'elle pouvait justifier de sa part la décision de maintenir les services de l'Office à peu près au même niveau que précédemment pendant toute l'année 1966. Par la suite, l'Office et les gouvernements intéressés ont procédé, en ce qui concerne les listes de rationnaires, à des échanges de vues approfondis au sujet des problèmes en suspens, lesquels varient considérablement d'un pays à l'autre. Le Commissaire général désire exprimer sa reconnaissance aux gouvernements des pays d'accueil pour l'esprit constructif dont ils ont fait preuve dans ces discussions.

---

4/ A/6013, par. 16-27.

Il voudrait également indiquer qu'il se rend bien compte des difficultés incontestables, plus ou moins intenses dans chaque cas, que connaissent ces gouvernements en s'associant à toute action pouvant transformer les méthodes selon lesquelles les rations ont été distribuées depuis tant d'années. La position actuelle, dans chacun des pays d'accueil, est résumée plus bas et exposée de façon plus détaillée dans les paragraphes 41 à 45 ci-dessous.

21. Au Liban, l'Office estime que l'état actuel des listes de rationnaires est assez satisfaisant. La vérification habituelle de l'existence, de la présence et de l'état de besoin des 105 000 personnes inscrites sur les listes, qui avait été suspendue pour une brève période au début de 1965, a repris la même année, avec le concours du gouvernement. Depuis trois ans et demi, la situation de quelque 70 p. 100 des rationnaires a fait l'objet de nouvelles vérifications à domicile et celle des 30 p. 100 restants sera contrôlée de la même façon au cours des douze prochains mois. Cependant, il convient de ne pas sous-estimer la difficulté qu'il y a à apprécier exactement l'état de besoin de chacun lorsqu'on se trouve en présence d'une foule de personnes dont les ressources correspondent à peu près au minimum vital.

A Gaza, l'Office a poursuivi son effort dans plusieurs domaines différents avec le concours des autorités. Un problème dont l'importance s'accroît est celui du nombre important des enfants inscrits sur les listes d'attente pour les rations (plus de 27 000).

En République arabe syrienne, l'inscription des naissances et des décès dans la population réfugiée est contrôlée par les pouvoirs publics et l'on pense que les registres sont raisonnablement exacts et à jour. Il serait souhaitable d'adopter des mesures complémentaires qui permettraient de confirmer la présence des rationnaires dans le pays. L'effort accompli en vue de s'assurer que les rations sont distribuées en fonction de l'état de besoin prouvé a donné peu de résultats. Au cours du premier semestre de 1966, l'UNRWA a fait à ce sujet de nouvelles démarches auprès du Gouvernement syrien, conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la résolution 2052 (XX). Ces démarches n'avaient pas encore abouti au moment de la présentation du présent rapport.

22. En Jordanie, aucun contrôle systématique n'a été possible depuis 1953, lorsque les troubles qui se sont produits dans les camps de réfugiés ont amené le gouvernement à mettre un terme à l'effort accompli par l'Office pour effectuer un contrôle général des rationnaires. Les tentatives faites par la suite pour s'attaquer à différents aspects du problème, par exemple aux activités des marchands qui font le commerce des cartes de rationnement et des denrées rationnées et qui ont intérêt à ce que les listes restent inexactes, ont elles aussi fréquemment échoué en raison de réactions défavorables parmi les réfugiés. Cependant, vers la fin de la période sur laquelle porte le présent rapport, le Gouvernement jordanien et l'Office ont pu se mettre d'accord, conformément aux dispositions de la résolution 2052 (XX), sur des mesures à prendre en commun pour vérifier a) que les personnes soupçonnées d'avoir quitté la Jordanie continuent effectivement d'habiter le pays, et b) que les chefs de toutes les familles inscrites sur les listes de rationnaires sont en vie et habitent dans le pays. Mais peu de temps avant la présentation du présent rapport, l'application de ces mesures a été remise à plus tard sur la demande du Gouvernement jordanien.

23. D'une manière générale, la discussion du problème délicat que pose la rectification des listes semble souvent partir de l'hypothèse selon laquelle il existerait une ligne de démarcation précise entre les réfugiés qui sont dans une misère complète et ceux qui subviennent entièrement à leurs besoins, et que l'attribution des rations correspondrait à une prise en charge totale par la communauté internationale. On prête parfois au nombre des personnes inscrites une importance exagérée en tant qu'indice de la mesure dans laquelle les réfugiés sont ou ne sont pas en état de subvenir à leurs besoins. Le Commissaire général estime que si l'on veut placer le problème dans son contexte exact, il convient de ne pas perdre de vue qu'il s'agit au fond d'une maigre ration de produits secs revenant à moins de 1,20 dollar des Etats-Unis par mois pour chaque réfugié et ne fournissant que les deux tiers de la quantité de nourriture normalement consommée par un pauvre au Moyen-Orient. Bien qu'à l'origine ces rations aient eu pour but de permettre aux réfugiés de se maintenir en vie, en fait elles n'ont jamais été suffisantes pour cela. Or, avec le temps et les changements survenus dans la situation économique des réfugiés, ces rations sont devenues pour nombre d'entre eux une modeste subvention de la communauté internationale destinée à les aider dans la lutte qu'ils mènent pour subvenir à leurs besoins et améliorer leur situation.

24. Dans ces conditions, et compte tenu également des nombreuses demandes qui ont été présentées pour des enfants et n'ont pas encore été acceptées en raison de l'application des chiffres plafonds établis pour les rationnaires, le Commissaire général estime que ce serait une erreur que de donner trop d'importance au nombre de rationnaires comme indiquant la situation de dépendance ou d'indépendance des réfugiés par rapport à l'assistance internationale. Il convient également de ne pas perdre de vue que les techniques de gestion de l'assistance publique qui sont généralement utilisées dans d'autres collectivités, par exemple en Europe occidentale ou en Amérique du Nord, seraient excessivement coûteuses si la valeur de l'assistance ainsi contrôlée n'était que de 1,20 dollar par personne et par moi

25. Bien qu'on ne puisse donc signaler, à présent, que des progrès limités en réponse aux directives données par l'Assemblée générale dans sa résolution 2052 (XX), l'Office continuera, avec le concours des gouvernements des pays d'accueil, de chercher les moyens de prendre de nouvelles mesures pour arriver à distribuer équitablement les secours en fonction des besoins.

26. Il convient de mentionner un aspect particulier de la question des listes de rationnaires. Certains gouvernements ont mis en doute l'opportunité de la distribution par l'Office de rations aux jeunes gens soumis à un entraînement militaire sous les auspices de l'Organisation pour la libération de la Palestine. Les gouvernements des pays d'accueil ne pensent pas que ces réserves soient fondées. En raison de ces divergences, des dispositions ont été prises en vue du versement de donations spéciales supplémentaires d'un montant de 150 000 dollars, qui couvrent le coût total des rations consommées par les jeunes gens en question. Le Commissaire général estime que ces dispositions constituent un moyen pratique de résoudre le problème en ce qui concerne l'Office. Les pays qui contribuent au budget de l'Office et que cette question a pu préoccuper, reçoivent ainsi de l'Office l'assurance que leurs contributions ne serviront pas à fournir une aide aux réfugiés qui reçoivent un entraînement militaire sous les auspices de l'Organisation pour la libération de la Palestine.

## Questions juridiques et constitutionnelles

27. On ne saurait s'étonner de constater que la nature de l'Office et les tâches dont il s'acquitte ont soulevé divers problèmes d'ordre juridique et constitutionnel. Certains de ces problèmes concernent les rapports de l'Office avec les gouvernements - ceux des pays d'accueil et ceux d'autres pays -, d'autres ses rapports avec des personnes privées et d'autres encore ses rapports avec son personnel. Sans vouloir examiner ici ces divers problèmes dans le détail, le Commissaire général voudrait simplement attirer l'attention sur certaines considérations générales à cet égard.

28. L'une des préoccupations de l'Office dans ce domaine est de maintenir son caractère indépendant et international en tant qu'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies, et en même temps d'obtenir les facilités, les privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions en toute indépendance. L'existence de telles obligations aux termes de la Charte des Nations Unies et des textes constitutifs pertinents ne saurait guère être contestée, mais certaines questions se présentent parfois quant à leur application.

29. Bien que secourus directement par l'UNRWA, les réfugiés relèvent de la compétence ratione loci des pays d'accueil et l'Office n'a de pouvoir que sur ses propres actes, sur son personnel et sur ses biens. Sur le plan pratique, des relations ont donc été établies entre l'Office, organisme indépendant chargé de l'exécution de son programme, et le pouvoir exécutif exercé par les gouvernements des pays d'accueil sur les installations et les collectivités dans lesquelles s'accomplissent la plupart des activités de l'Office. Heureusement, ces relations s'ordonnent normalement de façon satisfaisante, dans un esprit de coopération et de respect mutuels. Toutefois, les rôles respectifs de l'autorité territoriale et de l'Office empiètent parfois l'un sur l'autre, ce qui nécessite des ajustements.

30. L'utilisation par l'Office d'un nombreux personnel recruté sur place (il s'agit surtout de réfugiés palestiniens et ils sont presque 12 000) soulève aussi quelquefois des problèmes concernant l'autorité du Commissaire général sur ces agents qui sont néanmoins en rapport, sur le plan individuel, avec la communauté réfugiée et avec les pays d'accueil sur le territoire desquels ils travaillent et sous la protection desquels ils se trouvent, eux et leurs familles. La situation de certains de ces agents du personnel local a soulevé parfois certaines difficultés tant pour l'Office que pour les gouvernements des pays d'accueil, particulièrement en raison des responsabilités internationales de l'Office et du statut, et des privilèges et immunités accordés à son personnel.

31. Aidant la communauté réfugiée palestinienne comme il le fait depuis des années, l'Office participe à l'exécution de certains services d'intérêt collectif qui relèvent de la compétence nationale des pays d'accueil et auxquels doivent s'appliquer parfois des normes locales plutôt que des normes internationales. Tel est le cas en particulier des services qui doivent suivre un modèle national valable pour l'ensemble de la population civile d'un pays (ainsi pour certaines parties du programme d'enseignement). Dans de tels domaines, par conséquent, des arrangements peuvent intervenir entre certains des services fournis par l'Office ou avec son assistance et la politique suivie sur le plan intérieur dans les quatre pays d'accueil.

32. Reste enfin la question de l'application des diverses exemptions et immunités auxquelles l'Office a juridiquement droit (aux termes de la Convention du 13 février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies) et qui concernent elles aussi directement l'accomplissement des tâches que l'Assemblée générale a confiées à l'Office. Les difficultés particulières auxquelles on se heurte à cet égard, et qui ont été mentionnées dans le rapport annuel précédent 5/, continuent à se poser de temps à autre, et l'Office s'est efforcé de faire respecter dans de tels cas ses immunités et privilèges (immunité de juridiction, indépendance administrative et immunité fiscale et douanière sur ses avoirs, revenus et autres biens). Certaines des réclamations de l'Office, portant sur le remboursement de prélèvements fiscaux, n'ont pas encore été suivies d'effet. On espère cependant qu'en collaborant comme ils le font actuellement en vue de régler ces problèmes, l'Office et les gouvernements des pays d'accueil parviendront bientôt à un résultat satisfaisant et définitif.

#### Relations avec les gouvernements, les institutions relevant des Nations Unies et les organisations non gouvernementales

33. Les gouvernements des pays d'accueil, comme par le passé, ont rendu des services importants aux réfugiés. Comme on l'a indiqué plus haut, et aussi dans la première partie du rapport, ils apportent au financement de certains types d'enseignement pour les réfugiés des contributions qui dépassent le montant des dépenses de l'Office dans ce domaine; ils apportent également aux réfugiés une aide directe substantielle dans le domaine sanitaire et social et en fournissant terrains, eau et services de sécurité pour les camps et autres installations de l'UNRWA. Pour 1965-1966, les gouvernements des pays d'accueil évaluent cette assistance directement fournie aux réfugiés à 7 603 700 dollars. Des détails sont donnés à l'annexe I, tableau 22.

34. Le Commissaire général est heureux de signaler que les relations avec les gouvernements des pays d'accueil et avec les gouvernements d'autres pays arabes sont devenues de plus en plus cordiales. Il a effectué pendant l'année une série de visites dans un certain nombre de pays arabes en vue d'examiner avec les autorités gouvernementales les programmes d'activité de l'UNRWA. Au cours de ces entretiens, il a été impressionné par la sympathie et l'intérêt chaleureux qu'ont manifestés les chefs d'Etats et autres dirigeants de ces pays à propos des problèmes auxquels se heurte l'Office. Le Commissaire général tient également à signaler (voir tableau 19 de l'annexe I) une augmentation marquée des engagements de contribution des gouvernements arabes en faveur des programmes d'activité de l'Office. On pense que cette aide financière accrue atteindra en 1966 un total de près de 500 000 dollars 6/ et l'Office a bon espoir de recevoir de certains gouvernements arabes, avant la fin de l'année, de nouvelles contributions dont le montant n'a pas encore été spécifié. D'autre part, on se félicite de l'amélioration constatée dans les articles de presse relatifs à l'oeuvre de l'Office qui ont causé certaines inquiétudes l'année passée mais sont maintenant plus exacts et plus objectifs.

---

5/ A/6013, par. 31.

6/ Ce chiffre comprend une contribution de 297 000 dollars du Gouvernement de l'Arabie Saoudite, montant attribué à une année précédente pour laquelle il n'avait pris aucun engagement.

35. L'Office a continué d'entretenir d'amicales relations de travail avec les autres organes et institutions des Nations Unies, notamment avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial, la Force d'urgence des Nations Unies, l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. En particulier, l'Office est profondément reconnaissant à l'UNESCO et à l'OMS de l'appui et des conseils qu'elles lui fournissent, ainsi qu'il est indiqué dans la première partie, sections B et C, ci-dessous, en vue de la réalisation de ses programmes d'enseignement et de santé. Conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la résolution 1315 (XIII) de l'Assemblée générale, l'Office s'est tenu constamment prêt à se concerter avec la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine en vue de faciliter l'accomplissement des tâches respectives des deux organismes, mais il n'a, pour sa part, aucun fait important à signaler.

36. En rendant spécialement hommage aux organisations bénévoles, notamment à celles qui exercent leur activité dans le Moyen-Orient, pour l'assistance précieuse qu'elles ne cessent de fournir aux réfugiés et aux "autres catégories de requérants", le Commissaire général tient à exprimer sa reconnaissance aux groupements privés qui, dans certains pays, ont pris l'initiative de lancer une Campagne européenne pour les réfugiés durant l'automne de 1966. C'est la Journée des Nations Unies, consacrée cette année à la cause des réfugiés, qui doit marquer le début de cette campagne.

### Conclusion

37. Dans son dernier rapport, le Commissaire général a demandé à l'Assemblée de lui indiquer la ligne de conduite à suivre au cas où, faute de contributions supplémentaires, il ne pourrait pas poursuivre le programme d'assistance aux réfugiés en maintenant les normes actuelles et le niveau des prestations. Ainsi qu'il ressort des paragraphes précédents, la menace d'un effondrement financier de l'Office a effectivement été évitée, mais elle continue d'assombrir l'avenir des réfugiés et de dominer tous les aspects de l'activité de l'Office. Le Commissaire général adresse donc un pressant appel à tous les gouvernements pour leur demander des fonds qui lui permettent de faire face aux besoins croissants de la population réfugiée, en particulier dans le domaine de la santé et de l'enseignement. D'autre part, il prie à nouveau instamment l'Assemblée générale de bien vouloir lui donner des instructions au sujet des modifications qu'il va falloir apporter aux services de l'Office, en l'absence de recettes supplémentaires, pour que ces services correspondent aux possibilités financières. L'UNRWA, il l'affirme à nouveau, poursuivra son effort en vue d'assurer une distribution plus équitable des secours en fonction des besoins. Enfin, le Commissaire général demande instamment que la question de l'assistance aux réfugiés arabes de Palestine soit examinée comme un problème humanitaire, indépendamment des considérations politiques qui tendent à fausser le débat et à détourner l'attention des besoins urgents des réfugiés en tant qu'êtres humains. Le Commissaire général croit que leur situation tragique continuera à être profondément ressentie par les Nations Unies et le reste de l'humanité.



## PREMIERE PARTIE

### RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE L'OFFICE DU 1er JUILLET 1965 AU 30 JUIN 1966

38. On trouvera dans la première partie du rapport un exposé des principales activités de l'Office au cours de l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1966, et dans la seconde partie les prévisions budgétaires pour 1967, ainsi que des renseignements complémentaires sur les dépenses prévues pour chaque activité au cours de l'année civile 1966 et sur les dépenses effectuées en 1965.

#### A. SERVICE DES SECOURS

39. L'Office a poursuivi son effort de rectification des listes de rationnaires : cette question est spécialement traitée dans l'introduction du rapport. Comme il est indiqué ci-après, des progrès ont encore été réalisés au Liban et dans le territoire de Gaza. En Jordanie, un nouveau programme de rectification a été adopté, avec la coopération du gouvernement, vers la fin de l'exercice étudié; mais l'application en a ensuite été remise à plus tard sur la demande du gouvernement. Dans les quatre pays d'accueil, on a continué d'identifier les réfugiés qui vivent dans une misère extrême et l'on procède actuellement à une étude de leurs besoins les plus pressants. Pendant la même période, on a étendu l'application du principe qui consiste à réserver aux personnes les plus nécessiteuses certaines prestations telles que les distributions de vêtements et de couvertures, mais, quant au reste, les secours ont été distribués selon les mêmes règles que précédemment.

40. Le nombre des réfugiés immatriculés auprès de l'Office a continué d'augmenter. Au 30 juin 1966, il atteignait 1 317 749 contre 1 280 823 au 30 juin 1965. Le nombre des réfugiés inscrits pour les rations est passé de 874 594 en juin 1965 à 861 122 en juin 1966, tandis que le nombre de ceux qui étaient inscrits pour d'autres prestations que les rations passait de 406 229 à 456 627. La réduction du nombre des rationnaires fut obtenue principalement en incorporant, dans les salaires payés aux manoeuvres employés par l'Office, la valeur des rations qu'ils recevaient précédemment pour eux-mêmes et pour leurs familles. Les tableaux 1 à 4 de l'annexe I donnent l'effectif des réfugiés inscrits, leur répartition par groupes d'âge, par pays de résidence et par catégories de prestations auxquelles ils ont droit, ainsi que les modifications intervenues dans l'effectif des rationnaires et dans les secours qui leur sont attribués. Le nombre de réfugiés immatriculés, de rationnaires et d'habitants des camps apparaît également sur le graphique A de l'annexe II.

#### Immatriculation et contrôle des listes

41. Dans le territoire de Gaza, l'effort spécial qui a été entrepris au début de 1965 et s'est poursuivi durant tout l'exercice étudié pour rectifier les listes de rationnaires, a abouti jusqu'à présent à la suppression de 4 265 rations. Trois mille deux cent quatre-vingt-deux des rations ainsi économisées ont déjà été

réattribuées à des enfants dont les noms figuraient sur la liste d'attente de Gaza et les autres iront à d'autres enfants inscrits sur la même liste dès que l'on aura vérifié leur existence et leur état de besoin.

42. En Jordanie, une commission groupant des représentants de l'UNRWA et du gouvernement a étudié diverses méthodes possibles pour identifier les personnes qui ne réunissent pas les conditions requises et les radier des rôles, afin de pouvoir les remplacer par des enfants régulièrement inscrits sur les listes d'attente pour les rations. En juin 1966, l'accord s'est fait sur deux mesures de ce genre, mais le gouvernement a ensuite demandé qu'il soit sursis à leur application. Aux termes de ces nouvelles dispositions, toutes les cartes de rationnement en Jordanie vont d'abord être changées contre de nouvelles cartes. Pour obtenir celles-ci, les chefs de familles devront se présenter personnellement et justifier de leur identité. Ceux qui ne l'auront pas fait dans un délai déterminé seront radiés des listes de rationnaires. Au cours de cette opération, toutes les cartes dont on soupçonne qu'elles comportent des immatriculations erronées ou en double seront mises à part pour être examinées par une commission spécialement désignée par le gouvernement et l'Office. En second lieu, des représentants du gouvernement et de l'Office s'entretiendront ensemble avec les familles dont un nombre quelconque est soupçonné d'être absent et ils leur demanderont d'établir l'existence en Jordanie de la personne visée.

43. Au Liban, le travail habituel de vérification se poursuit maintenant normalement, après une période de piétinement qui a été signalée dans le rapport de l'année dernière. L'Office est convaincu qu'en République arabe syrienne ses listes sont maintenant raisonnablement exactes pour ce qui est de l'existence des rationnaires. Les conversations avec le Gouvernement syrien ont repris en vue de trouver les moyens de vérifier la présence des rationnaires et de remplacer les réfugiés qui sont maintenant à même de subvenir à leurs besoins par des enfants régulièrement inscrits sur les listes d'attente pour les rations.

44. Dans les quatre pays d'accueil, 33 607 noms ont été radiés des listes au cours de l'exercice écoulé (contre 31 630 durant l'année qui a pris fin le 30 juin 1965 et 29 472 l'année précédente). Parmi eux, se trouvaient 30 192 rationnaires, dont les 12 169 manoeuvres employés par l'Office et leurs familles mentionnés au paragraphe 40. L'Office a inscrit à leur place 7 984 enfants dont les noms figuraient sur les listes d'attente et 8 749 réfugiés nécessiteux.

45. L'Office a continué d'imposer une limite maximum au nombre des rationnaires dans chacun des pays d'accueil sans tenir compte de l'accroissement de la population. Il en résulte que le nombre des enfants de plus d'un an qui ne reçoivent pas de rations continue d'augmenter. En juin 1966, leur nombre s'élevait à 257 099, dont 205 247 en Jordanie, 5 153 au Liban, 19 235 en République arabe syrienne et 27 464 dans le territoire de Gaza.

#### Rations de base

46. La composition de la ration alimentaire de base, qui fournit 1 500 calories par jour en été et 1 600 en hiver, est restée inchangée. On trouvera au tableau 5 des détails sur ces rations et les autres denrées distribuées aux réfugiés. La plupart des réfugiés s'arrangent pour compléter leurs maigres rations avec d'autres aliments qu'ils produisent eux-mêmes, obtiennent par échange ou achètent avec les



petites sommes qu'ils peuvent gagner. Pendant l'année, l'Office a importé pour les distribuer aux réfugiés quelque 112 600 tonnes de farine et environ 26 000 tonnes d'autres denrées alimentaires. Le coût de ces approvisionnements et de leur distribution représente environ 33 p. 100 du budget de l'Office.

### Alimentation d'appoint

47. La ration de base mensuelle ne contient ni aliments frais, ni protéines animales. Le programme d'alimentation d'appoint et de distribution de lait de l'Office a pour but de protéger la santé d'un certain nombre de personnes appartenant aux catégories les plus vulnérables de la population réfugiée, notamment les nourrissons, les enfants d'âge préscolaire, les écoliers, les femmes enceintes, les mères qui allaitent et les tuberculeux soignés à domicile.

48. Une distribution quotidienne d'un mélange de lait entier et de lait écrémé est faite aux enfants de six à douze mois et à ceux de moins de six mois qui ne peuvent pas être nourris au sein (5 900 bénéficiaires). Les enfants âgés d'un à quinze ans (87 400 bénéficiaires), les femmes enceintes et les mères qui allaitent (8 200 bénéficiaires) ont droit à une ration de lait écrémé 26 jours par mois. Durant l'année scolaire, du lait écrémé est également distribué 22 jours par mois aux enfants qui fréquentent les écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO (89 900 bénéficiaires). Au cours de l'année étudiée, l'Office, n'étant pas sûr de recevoir des approvisionnements suffisants, a dû suspendre pendant quelques mois les distributions de lait dans les écoles et réduire temporairement de 50 p. 100 les distributions de lait écrémé aux autres bénéficiaires (le tableau 7, à l'annexe I, montre le nombre moyen de bénéficiaires par pays). D'une manière générale, l'Office ne peut poursuivre ce programme que s'il continue de recevoir régulièrement des dons de lait.

49. Six jours par semaine, l'Office a servi un repas chaud diététiquement équilibré dans les centres d'alimentation d'appoint des camps ainsi que dans les agglomérations où l'on compte un grand nombre de réfugiés. Les bénéficiaires, dont le nombre ne dépasse pas 45 000, sont surtout des enfants de moins de six ans, mais parfois aussi des enfants plus âgés titulaires d'un certificat médical à cet effet. Pour plus de facilité, l'Office a ouvert dans les plus grands camps sept centres subsidiaires qui viennent s'ajouter aux principaux centres d'alimentation d'appoint. En plus du menu normal qui est varié, on sert des repas spéciaux composés d'aliments légers et riches en protéines aux nourrissons et aux jeunes enfants atteints de gastro-entérite et de malnutrition. Des capsules de vitamines A et D sont distribuées aux enfants qui se présentent dans les centres d'alimentation d'appoint et aux élèves des écoles primaires. Des rations supplémentaires de produits secs sont fournies, sur ordonnance médicale, aux femmes enceintes, aux mères qui allaitent et aux tuberculeux non hospitalisés. Le nombre moyen de réfugiés recevant différents services, par pays, figure au tableau 6.

50. Comme on l'a indiqué au paragraphe 17 de l'introduction du présent rapport, les graves difficultés financières auxquelles l'Office se heurte l'ont amené à demander au Programme alimentaire mondial, en avril 1966, de l'aider à exécuter son programme d'alimentation d'appoint. Mais le comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial a estimé qu'il ne lui était pas possible de répondre favorablement à cette demande.

## Camps et abris

51. Le nombre des réfugiés résidant dans les camps de l'Office est passé de 501 245 en juin 1965 à 517 518 en juin 1966. Le besoin de logements a donc continué d'augmenter, mais l'Office n'a entrepris aucune construction importante sauf lorsqu'il disposait pour cela de crédits alloués précédemment. On a achevé la construction, près de Jérusalem, du nouveau camp destiné à reloger les réfugiés qui habitaient dans des locaux misérables de la vieille ville; ce camp comprend des écoles, un dispensaire, un centre de distribution, un poste de police ainsi qu'une maison et un bureau pour le chef de camp. On agrandit actuellement le camp de Kalandia, situé lui aussi près de Jérusalem; les travaux seront terminés en 1966. Le relogement de 600 familles a également été prévu à Amman et les travaux devaient commencer fin juin. L'Office a poursuivi l'exécution d'un programme restreint de construction de routes dans certains camps de Jordanie.

52. A Gaza, au Liban et en Syrie, où tous les crédits destinés aux constructions de logements avaient été utilisés, l'Office, étant donné sa situation financière, n'a pu effectuer que quelques travaux destinés à faire face aux besoins les plus pressants.

53. Le nombre de réfugiés résidant dans les camps de l'Office, comparé à celui des réfugiés immatriculés et des rationnaires, figure à l'annexe II, graphique A, et d'autres détails à ce sujet figurent à l'annexe I, tableau 8.

## Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses

### Vêtements

54. Grâce à leurs contributeurs de l'étranger, les organisations bénévoles ont continué de faire à l'UNRWA des dons généreux de vêtements usagés pour répondre aux besoins des réfugiés. En 1965, l'Office a ainsi reçu 675 tonnes de vêtements. Ceux-ci ont été distribués en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne à des familles réfugiées qui en avaient spécialement besoin. A Gaza, la distribution a été générale, comme précédemment. L'Office a dépensé quelque 50 000 dollars pour le transport par terre de ces vêtements ainsi que pour le transport de ceux qui viennent de pays autres que les Etats-Unis d'Amérique.

55. Les dons de vêtements émanaient des organisations suivantes :

American Friends Service Committee

Canadian Lutheran World Relief

Catholic Relief Services (Etats-Unis)

Church World Service (Etats-Unis)

Comité d'entraide interconfessionnel de l'Eglise de Danemark

Croix-Rouge canadienne

Eglise d'Ecosse

Eglise de Norvège

Lutheran World Relief, Inc.

Mennonite Central Committee (Etats-Unis)

New Zealand Council of Organisations for Relief Service Overseas, Inc.

Oxford Committee for Famine Relief (Royaume-Uni)

Unitarian Service Committee of Canada

United Church of Canada

Vastkustens Efterkrigshjalp (Suède)

Women's Voluntary Services (Royaume-Uni)

#### Assistance individuelle

56. Pour des réfugiés qui vivent le plus souvent dans une misère extrême, il est inévitable que la vieillesse, l'invalidité, une maladie grave ou un malheur imprévu posent des problèmes particulièrement douloureux. Les travailleurs sociaux de l'Office font ce qu'ils peuvent, avec des ressources limitées, pour aider les familles qui se trouvent dans une situation particulièrement critique. L'année dernière, 10 700 familles ont ainsi bénéficié de dons en espèces, tandis que d'autres recevaient à titre particulier des vêtements, des couvertures et du pétrole. Outre cette aide matérielle, les travailleurs sociaux de l'Office ont donné des conseils à des milliers de réfugiés pour leurs problèmes propres ou pour ceux de leur famille. Ils ont aussi aidé 28 réfugiés à rejoindre leur famille et ont placé 129 orphelins et 86 personnes âgées dans des institutions de la région.

#### B. SERVICE DE SANTE

57. L'Office a continué d'assurer l'exécution d'un vaste programme de santé portant à la fois sur la médecine préventive et la médecine curative. Bien qu'il soit conçu en fonction d'un budget extrêmement limité, ce programme protège efficacement, depuis des années, la santé de la population réfugiée. Les services sont organisés de façon à être aussi conformes que possible à ceux que gèrent les gouvernements des pays d'accueil pour des catégories économiquement comparables dans la population non réfugiée. Etant donné les limites budgétaires très étroites qu'imposent les ressources financières restreintes de l'UNRWA, aucun développement important des services n'a été possible au cours de l'année étudiée. Les améliorations auxquelles on a pu procéder ont été le résultat soit d'économies dues à la rationalisation de certains services médicaux, soit de dons spéciaux. C'est ainsi qu'il a été possible de remplacer un certain nombre de dispensaires anciens et inadéquats par des constructions entièrement neuves et de créer de nouveaux centres de réhydratation et d'alimentation pour le traitement, pendant la journée, des nourrissons et jeunes enfants souffrant de gastro-entérite et de malnutrition. Le centre sanitaire que l'Office a créé dans le territoire de Gaza, grâce à une contribution spéciale du Gouvernement suédois, est entré en activité en septembre 1965.

58. Le programme de santé de l'Office est exécuté avec le concours de l'OMS qui, conformément aux termes d'un accord, fournit les avis et les conseils nécessaires à la planification de l'ensemble de ce programme et en dirige l'exécution sur le plan technique : le programme est placé sous l'autorité d'un fonctionnaire de l'OMS détaché auprès de l'UNRWA et exerçant les fonctions de Directeur de la santé. Des relations cordiales continuent d'exister avec les ministères de la santé des gouvernements des pays d'accueil et la collaboration avec ces ministères s'est révélée particulièrement féconde, notamment dans le domaine de la lutte contre la

tuberculose et des campagnes de vaccination en série. Comme les années précédentes, les gouvernements des pays d'accueil, des universités, des organisations charitables, des entreprises commerciales et des particuliers ont fourni une assistance qui a pris la forme de détachements de personnel, de prestations gratuites dans les hôpitaux, les services de radiographie et les laboratoires, de consultations dans les centres de protection maternelle et infantile, de fournitures médicales, de vaccinations, de layettes, de suppléments de nourriture et de participation à des campagnes de vaccination en série. Des fonds ont également été alloués à la formation professionnelle des réfugiés, notamment pour leur enseigner le métier d'infirmier.

### Services de médecine curative et préventive

#### Dispensaires, hôpitaux et laboratoires

59. Des services de médecine curative et préventive ont continué d'être assurés dans 122 localités, soit directement par l'Office (dans 105 localités), soit dans des centres qu'il subventionne et qui sont gérés par les pouvoirs publics ou par des organisations bénévoles. Les services de médecine curative comprennent les consultations médicales, les examens de laboratoire, les pansements, les injections, les soins oculaires, la délivrance des médicaments, les soins dentaires et, lorsque le cas se présente, l'orientation du malade vers un médecin spécialisé ou un hôpital. Les services de médecine préventive comprennent la lutte contre les maladies transmissibles, les vaccinations, les soins donnés avant, pendant et après l'accouchement, la protection de la première enfance, l'hygiène scolaire et l'éducation sanitaire de la population. On trouvera à l'annexe I, tableau 9, un état récapitulatif des consultations dans les dispensaires, classées d'après les différentes catégories de prestations.

60. Le nombre des lits d'hôpitaux mis à la disposition des réfugiés durant l'année écoulée a été de 1 837 au total. La plupart d'entre eux se trouvaient dans des institutions gouvernementales, universitaires ou privées subventionnées par l'Office. Cependant, celui-ci administre directement deux hôpitaux en Jordanie (un sanatorium et un hôpital périphérique), neuf maternités qui se trouvent dans des camps situés pour la plupart à Gaza, quinze centres de réhydratation et d'alimentation répartis dans les quatre pays d'accueil et un petit service de pédiatrie qui fait partie du centre sanitaire de l'UNRWA et de la Suède à Gaza. En outre, l'Office et les autorités gouvernementales compétentes assurent de concert le fonctionnement d'un hôpital pour tuberculeux à Gaza. La hausse du prix des services hospitaliers s'est traduite par une augmentation des subventions que l'Office a dû verser durant la période étudiée dans le présent rapport. Le tableau 10 donne des renseignements statistiques sur le nombre de lits disponibles.

61. L'Office assure le fonctionnement d'un laboratoire central dans le territoire de Gaza et de deux petits laboratoires cliniques au Liban. Tous les autres services de laboratoire, tant en matière de médecine clinique qu'en matière d'hygiène publique, sont assurés par des laboratoires dépendant soit des gouvernements, soit d'universités, soit encore de particuliers, généralement sur une base forfaitaire ou au prix coûtant, mais aussi parfois à titre gratuit.

## Lutte contre les maladies transmissibles

62. Aucun cas des six maladies "quarantenaires" (choléra, peste, fièvre récurrente transmise par le pou, variole, typhus et fièvre jaune) n'a été signalé dans la population réfugiée au cours de la période étudiée. Cependant, on a signalé une sorte de fièvre récurrente qui, pense-t-on, est transmise par la tique : six cas en Jordanie et un à Gaza. En étroite coopération avec les ministères de la santé des pays d'accueil, un ensemble de mesures a été prévu et des précautions ont été prises contre le choléra, qui était apparu dans un certain nombre d'Etats voisins; heureusement, il n'a pas été nécessaire de mettre ces mesures en application. On a poursuivi la réalisation de programmes de vaccination contre la variole, la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, les fièvres entériques et la poliomyélite. Un don de vaccin contre la rougeole fait par l'OMS a permis le début d'un programme de vaccination en Jordanie et au Liban, qui sera ensuite étendu aux deux pays d'accueil restants. Dans le territoire de Gaza, les autorités sanitaires de la République arabe unie procédaient, au sujet de la tuberculose, à une vaste enquête au financement de laquelle l'Office prend une part importante, tandis que dans les trois autres pays d'accueil les services des gouvernements et de l'Office chargés de lutter contre cette maladie agissaient en étroite collaboration. Le nombre des cas de dysenterie, de paludisme, d'hépatite infectieuse, de poliomyélite, de coqueluche, d'ankylostomiase, de maladies vénériennes et de maladies oculaires contagieuses a diminué. Celui des cas de tuberculose pulmonaire a montré une légère augmentation, révélée surtout par l'étude approfondie entreprise dans le territoire de Gaza. D'autres affections dont le nombre a augmenté comprennent les fièvres entériques, la méningite cérébro-spinale, les oreillons et la varicelle. Une épidémie localisée de leishmaniose cutanée dans certaines régions de la République arabe syrienne a été jugulée et le nombre de cas nouveaux signalés est resté très bas. Dans tout le territoire de Gaza, des mesures antipaludiques ont été prises conjointement par l'Office et les autorités sanitaires du gouvernement intéressé. Dans les trois autres pays d'accueil, la responsabilité de telles mesures incombe exclusivement aux gouvernements intéressés; l'Office leur prête son concours et leur fournit l'assistance voulue dans les camps des réfugiés. La liste des maladies contagieuses relevées pendant l'année parmi les réfugiés de Palestine se trouve au tableau 11.

## Protection maternelle et infantile

63. L'Office continue d'accorder une attention toute spéciale à la santé des femmes enceintes, des mères qui allaitent, des nourrissons, des enfants d'âge préscolaire et des écoliers. Des consultations, des conseils et des instructions ont été donnés dans les quatre-vingt centres prénataux et les soixante-dix-huit centres d'hygiène infantile, qui ont aussi été utilisés pour la distribution de layettes, la prescription de rations supplémentaires et les vaccinations nécessaires aux nourrissons et aux jeunes enfants. Quinze centres de réhydratation et d'alimentation ouverts pendant la journée étaient en activité; leur rôle est de traiter la gastro-entérite et les troubles de la nutrition dans les cas bénins ou de gravité modérée. On a continué à surveiller de près le nombre des cas d'insuffisance de poids parmi les enfants qui fréquentent les centres d'hygiène infantile; les mères ont reçu des conseils et on les a encouragées à faire profiter leurs enfants des repas chauds quotidiens de l'Office. Celui-ci voudrait que les bébés de moins d'un an soient présentés dans les centres d'hygiène infantile une fois par mois et que les enfants de moins de deux ans, ainsi que ceux de moins de trois ans qui ont besoin d'une surveillance spéciale, soient présentés tous les deux mois.

64. Des équipes spécialement chargées de ce travail ont continué d'appliquer le programme d'hygiène scolaire, faisant passer périodiquement des visites médicales aux élèves, notamment aux nouveaux arrivants, inspectant les locaux et procédant aux vaccinations habituelles. Pour ce qui est des écoles situées à l'intérieur des camps, ces services ont été assurés par le personnel médical des centres sanitaires.

65. On trouvera au tableau 12 des renseignements sommaires sur la protection maternelle et infantile, ainsi que le programme d'hygiène scolaire.

#### Services infirmiers

66. A la fin de la période étudiée dans le présent rapport, l'Office employait 158 infirmières et sages-femmes diplômées, 303 auxiliaires et 119 accoucheuses traditionnelles ("dayas"). Les dispensaires et hôpitaux que l'Office subventionne emploient également un nombreux personnel infirmier. Ce personnel infirmier de l'Office participe à des activités très variées dans le domaine de la santé et son rôle est particulièrement utile en ce qui concerne la protection maternelle et infantile, les visites à domicile, la lutte contre les maladies transmissibles, les campagnes de vaccination en série et l'éducation sanitaire.

#### Educacion sanitaire

67. Le programme d'éducation sanitaire s'adresse à toutes les catégories de la population réfugiée, mais surtout aux groupes importants qui se forment dans les centres de protection maternelle et infantile, les écoles et les centres de jeunesse. On s'efforce aussi d'éduquer, à cet égard, des collectivités entières au moyen de campagnes qui sont menées chaque mois dans les camps et de journées hebdomadaires durant lesquelles le médecin du camp et son personnel rendent visite à divers groupes appartenant à la collectivité pour les inciter à s'intéresser aux questions sanitaires, encourager les membres de la communauté à faire personnellement un effort dans ce domaine et, d'une manière générale, pour promouvoir l'éducation sanitaire. On utilise largement les moyens visuels, notamment les affiches, les brochures, les calendriers, les tableaux de feutrine et les films documentaires. Au cours de l'année étudiée, l'étude de l'éducation sanitaire de la population a été ajoutée au programme des écoles normales de l'Office. On espère que cette mesure aura dans la région un heureux effet sur l'éducation sanitaire en incitant les futurs instituteurs, ceux de l'Office notamment, à s'intéresser à cette question.

#### Alimentation

68. Le programme de distribution de lait et d'alimentation d'appoint a pour but de protéger des carences alimentaires certaines catégories de personnes particulièrement vulnérables dans la population réfugiée. Ce programme dont le département de la santé assure la gestion et le fonctionnement est décrit ci-dessus aux paragraphes 47 à 49.

## Assainissement

69. Les services d'assainissement ont continué de s'occuper principalement de l'approvisionnement en eau potable, de l'évacuation ou de la destruction des ordures et de la lutte contre les animaux vecteurs dans les cinquante-quatre camps de l'Office. On a amélioré l'approvisionnement en eau, dans plusieurs cas, en reliant le système de distribution du camp à des conduites appartenant à des collectivités publiques ou à des compagnies privées, ce qui a permis en outre d'amener l'eau à domicile aux frais des bénéficiaires. Ailleurs, l'Office a construit des systèmes d'adduction d'eau pour répondre aux besoins de certains camps. Cette amélioration de l'approvisionnement en eau a cependant posé le problème de l'évacuation des eaux usées dans quelques camps situés sur le territoire d'une municipalité ou à proximité de ses limites. On n'a encore trouvé aucune solution au problème de l'évacuation ou de la destruction des ordures qui se pose aussi dans ces camps. Un certain nombre de réseaux d'égouts sont actuellement construits par les autorités locales, avec l'aide financière de l'Office. Celui-ci continue d'encourager la construction de latrines familiales, et environ un tiers des familles réfugiées habitant dans les camps disposent maintenant de leurs propres latrines. Dans le domaine de la lutte contre les animaux vecteurs, une étroite coopération a été maintenue avec les autorités sanitaires gouvernementales, tant en ce qui concerne les programmes nationaux d'éradication du paludisme, qu'en ce qui concerne des réalisations portant sur un territoire plus restreint, par exemple un programme de lutte contre la leishmaniose cutanée dans certaines régions de la République arabe syrienne. Pour lutter contre les mouches, on continue d'employer essentiellement des méthodes biologiques qui consistent à les empêcher de se reproduire.

## Formation de personnel médical et paramédical

70. Comme on pourra le constater à la lecture du tableau au paragraphe 92, 248 étudiants réfugiés ont bénéficié, dans le domaine de la santé, de bourses qui leur ont été accordées en application du programme de bourses universitaires de l'Office pour l'année scolaire 1965-1966 : 206 d'entre eux étudiaient la médecine, 36 la pharmacie, 5 l'art dentaire et 1 la médecine vétérinaire. Sur les 105 élèves qui ont suivi des cours de soins infirmiers et d'obstétrique, 63 ont suivi un cours élémentaire de soins infirmiers, 36 un cours portant sur les soins à donner aux malades mentaux, 5 un cours d'obstétrique et 1 un cours sur les soins que les infirmiers auxiliaires doivent dispenser aux tuberculeux. Trente et un élèves ont reçu une formation d'inspecteur sanitaire, 38 une formation d'aide-pharmacien et 25 une formation de technicien de laboratoire. Une bourse d'étude de troisième cycle en matière de pédiatrie a été accordée à un médecin réfugié, et un médecin de l'Office a reçu une bourse destinée à lui permettre de suivre un cours et d'obtenir un diplôme de santé publique. Deux infirmières de l'Office ont terminé un cours sur le rôle de l'infirmière en matière de santé publique. L'Office a poursuivi activement l'exécution d'un programme de formation en cours d'emploi s'adressant aux médecins, aux infirmières et au personnel des services d'assainissement.



## C. ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL

71. L'Office a continué de collaborer étroitement avec l'UNESCO, comme prévu dans les accords de 1950 aux termes desquels l'Office administre les services de l'enseignement destinés aux réfugiés et en supporte la charge financière, tandis que l'UNESCO est responsable de ce programme sur le plan technique et fournit les services d'un certain nombre de spécialistes chargés de la planification et de la direction technique. Les deux organisations se sont consultées fréquemment durant l'année, en particulier au sujet du développement à donner au programme, tant sous l'aspect quantitatif que sous l'aspect qualitatif. Avec le concours du secrétariat de l'UNESCO, le département de l'enseignement de l'UNRWA a élaboré des propositions pour l'année scolaire 1966-1967. En outre, le Directeur général adjoint de l'UNESCO pour l'enseignement et trois autres fonctionnaires de cette organisation ont visité des installations de l'UNRWA et de l'UNESCO à différentes occasions en vue de donner à l'Office des conseils au sujet de problèmes particulièrement importants.

72. D'autre part, l'Office a continué d'avoir des contacts fréquents et très utiles avec les autorités compétentes des pays d'accueil, et notamment les ministères de l'éducation, pour faire en sorte que le développement des services éducatifs de l'UNRWA et de l'UNESCO s'accorde avec celui du système national d'enseignement dans chacun de ces pays. Il convient d'ajouter que des représentants des pays d'accueil, de l'UNRWA et de l'UNESCO se sont réunis à Beyrouth du 5 au 7 octobre 1965 pour examiner le programme prévu pour l'année scolaire 1965-1966. Ils ont approuvé les propositions que l'UNRWA avait élaborées avec la collaboration de l'UNESCO et ils ont présenté un certain nombre de recommandations détaillées au sujet de l'élargissement du programme.

73. L'UNRWA a reçu, cette année encore, une aide généreuse de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, d'entreprises privées et de particuliers de nombreux pays pour le financement de son programme d'enseignement et notamment pour les bourses qu'il destine aux élèves de ses écoles normales et professionnelles. On trouvera au tableau 20 la liste de ces dons de sources non gouvernementales.

### Enseignement primaire et secondaire

#### Enseignement primaire élémentaire

74. Il a été signalé dans le rapport de l'année dernière que le nombre des inscriptions dans les écoles primaires élémentaires était passé de 123 500 à 134 500, soit une augmentation de près de 9 p. 100. En 1965-1966, 144 000 élèves étaient inscrits dans les écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO, ce qui représente une nouvelle augmentation de 4 p. 100. Durant la même année scolaire, le nombre des enfants réfugiés inscrits dans les écoles d'Etat et les écoles privées a été d'environ 30 000; on trouvera aux tableaux 13, 14 et 15 les statistiques à ce sujet. L'Office estime qu'il importe, au plus haut point, dans ses écoles primaires élémentaires, de relever le niveau de l'enseignement, qui reste une source de préoccupations; telle est précisément la tâche essentielle de l'Institut pédagogique de l'UNRWA et de l'UNESCO (voir plus loin par. 85).



## Enseignement primaire supérieur

75. Au début de l'année scolaire 1965-1966, presque tous les élèves qui avaient terminé dans de bonnes conditions le cycle primaire élémentaire étaient admis dans une école primaire supérieure dépendant soit de l'UNRWA et de l'UNESCO, soit de l'Etat, soit d'organismes privés. Les études primaires supérieures durèrent trois ans dans le territoire de Gaza, en Jordanie et en République arabe syrienne et quatre ans au Liban. On peut considérer qu'elles forment le premier cycle de l'enseignement secondaire général. Au cours de l'année étudiée, 46 500 enfants réfugiés étaient régulièrement inscrits dans les écoles primaires supérieures et 36 150 d'entre eux fréquentaient les écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO (voir tableaux 14 et 15). Ceci représente une augmentation de 3 000 par rapport à l'année scolaire précédente, soit 6,5 p. 100. C'est en Jordanie que l'accroissement a été le plus sensible, tant dans les classes primaires élémentaires que dans les classes primaires supérieures.

76. Bien que l'Office n'ait posé aucune règle formelle en ce qui concerne l'accès à l'enseignement primaire supérieur, pratiquement il a pu, jusqu'ici, y admettre tous les enfants qui en faisaient la demande et avaient atteint le niveau requis. S'il continue à faire de même, les effectifs des écoles primaires supérieures augmenteront probablement au rythme de 9 ou 10 p. 100 durant les cinq prochaines années. Plus précisément, on s'attend à ce que les effectifs des écoles primaires supérieures de l'UNRWA et de l'UNESCO passent de 33 650 en 1964-1965 à 51 000 pendant l'année scolaire 1968-1969, soit une augmentation de 50 p. 100 en cinq ans et une dépense supplémentaire de quelque 900 000 dollars par an. Certes, pour des raisons évidentes, il serait extrêmement souhaitable de développer l'enseignement dans de telles proportions pour pouvoir un jour en faire bénéficier tous les enfants, mais il semble peu probable que l'Office ait les moyens de soutenir un tel rythme de développement.

77. Dans les écoles primaires supérieures de l'UNRWA et de l'UNESCO, de même que dans les écoles primaires élémentaires, le niveau de l'enseignement constitue une entrave : ceci vient du fait que la plupart des instituteurs n'ont aucune formation professionnelle et qu'un certain nombre d'entre eux n'ont pas non plus l'instruction nécessaire pour exercer dans ces écoles. Durant l'année étudiée, des spécialistes de l'UNRWA et de l'UNESCO dans le domaine de l'enseignement de l'anglais, des sciences et des mathématiques ont organisé des cours de formation professionnelle pendant l'emploi pour un certain nombre d'inspecteurs spécialisés dans une discipline et de professeurs de l'enseignement primaire supérieur des quatre pays d'accueil. Grâce à leur effort, le niveau de l'enseignement s'est amélioré durant l'exercice écoulé. Cependant, il faudra plusieurs années avant que tous les maîtres employés par l'UNRWA puissent bénéficier de cours de ce genre.

78. Pour donner au programme des écoles primaires supérieures un caractère plus pratique, l'Office a introduit, il y a de longues années, le travail manuel. Actuellement, dans les écoles primaires supérieures de l'UNRWA et de l'UNESCO, presque tous les garçons ont six séances par semaine de travail du bois, de travail des métaux et de dessin industriel. Pour des raisons semblables, l'Office a introduit l'enseignement ménager il y a deux ans dans les écoles primaires supérieures de jeunes filles du territoire de Gaza. Cet enseignement porte sur l'économie domestique et la couture, ainsi que sur des matières telles que la biologie, l'éducation sanitaire et la diététique. Durant l'année scolaire 1965-1966, 5 600 jeunes filles ont bénéficié de ce programme. Il serait souhaitable que l'Office en étende l'application aux trois autres pays d'accueil, mais il est peu probable que sa situation financière lui permette de le faire.

## Enseignement secondaire du deuxième cycle

79. L'enfant qui termine ses études primaires supérieures peut théoriquement choisir entre trois possibilités : continuer de suivre un enseignement secondaire général pendant trois années encore, entrer dans une école professionnelle ou prendre un emploi. L'Office n'administre pas d'écoles secondaires du deuxième cycle, mais par des dons, des allocations et des subventions, il aide les enfants qui, réunissant les conditions requises pour cela, fréquentent des écoles officielles ou privées de ce genre. Durant l'année étudiée, quelque 20 000 enfants ont suivi l'enseignement secondaire, aux frais duquel l'Office a contribué 479 000 dollars. Manifestement, une somme de 24 dollars par élève est loin de correspondre au coût réel d'un enseignement secondaire général du deuxième cycle; la différence a été comblée dans une large mesure par les gouvernements des pays d'accueil et en partie aussi par les parents des élèves ou d'autres membres de leurs familles.

## Activités pour la jeunesse

80. Le programme d'activités pour la jeunesse de l'Office est maintenant dans sa septième année. Les centres, qui sont répartis dans trente-cinq camps de l'UNRWA, sont fréquentés par plus de 8 000 jeunes gens, mais en fait le nombre des réfugiés qui bénéficient de ce programme est beaucoup plus élevé. Dans les camps, les activités sportives et les représentations théâtrales en plein air sont suivies par une foule de spectateurs et, pendant les vacances scolaires, un programme spécial de sports, de camping et d'activités de plein air est organisé par les membres des vingt-cinq centres pour un millier de jeunes garçons. Le programme d'activités pour la jeunesse est en effet de plus en plus axé sur le service de la communauté prise dans son ensemble : en dehors des activités sportives, sociales et culturelles habituelles, des groupes de jeunes gens ont planté des arbres, cultivé des jardins, réparé des routes, et d'une manière générale amélioré l'aménagement des camps.

81. La pierre angulaire de cette entreprise est le programme de formation de moniteurs bénévoles réalisé pour la jeunesse réfugiée par l'Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens. Patronné et financé conjointement par l'UNRWA et l'Alliance universelle des UCJG, ce programme coûtera, estime-t-on, 44 000 dollars en 1966. Durant l'été 1965, trois chantiers internationaux ont été organisés conformément à ce programme de formation. Les quatre-vingt-deux participants, qui comprenaient des jeunes gens venus du Canada, de France et du Royaume-Uni ainsi que des réfugiés de Palestine ont travaillé ensemble à la réalisation de divers projets : ils ont notamment nivelé la route principale d'un camp, nivelé et recouvert de ciment la cour d'un dispensaire et construit un terrain de sports. Six étudiants canadiens volontaires, membres des unions chrétiennes de jeunes gens, ont aidé à la réalisation du programme d'activités pour la jeunesse pendant l'été de 1965; un Canadien volontaire, lui aussi membre des UCJG, a été affecté à la réalisation du programme au Liban et à Gaza pour une année et chargé de s'occuper principalement des jeunes garçons et des travaux d'intérêt général.

## Centres de jeux pour enfants d'âge préscolaire

82. Des centres de jeux où, dans une atmosphère animée et gaie, les enfants de trois à cinq ans peuvent apprendre ce qui s'enseigne habituellement dans les jardins d'enfants, ont continué à fonctionner pendant l'année grâce à des dons qui sont versés spécialement à cet effet. Ces dons permettent de financer la plus grande partie des frais de fonctionnement, mais les parents contribuent autant qu'ils le peuvent aux salaires du personnel des centres. Dix-huit centres de jeux sont maintenant ouverts : 5 en Jordanie, 3 au Liban, 2 en Syrie (où ils sont gérés par les autorités nationales) et 8 dans le territoire de Gaza.

## Ecoles normales et techniques

### La formation des maîtres et leur situation

83. L'Office a assuré le fonctionnement de deux écoles normales d'instituteurs (l'une en Jordanie, l'autre au Liban) et d'une école normale d'institutrices, en Jordanie. Dans ces trois écoles, les études font suite à l'enseignement secondaire et durent deux ans. D'autre part, dans le territoire de Gaza, un certain nombre de réfugiés ont été admis dans deux écoles normales officielles qui prennent les élèves pour cinq ans à la fin de leurs études primaires supérieures, tandis que d'autres, qui avaient terminé leurs classes secondaires, ont pu commencer, en République arabe unie, des études qui dureront cinq ans également. L'Office discute actuellement de la réorganisation d'une quatrième école normale à Homs, en République arabe syrienne, avec les autorités de ce pays : il souhaiterait que celles-ci dirigent l'école et participent à son financement. En attendant l'aboutissement de ces entretiens, l'école a été provisoirement fermée. En 1965-1966, dans les quatre pays d'accueil, le nombre des élèves-maîtres s'élevait à 1 116. On espère que 520 d'entre eux obtiendront leur diplôme durant l'été 1966.

84. A la fin de l'année scolaire 1964-1965, 442 élèves-maîtres ont terminé leurs études. Sur ce nombre, 197 ont obtenu un poste dans une des écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO et 245 ont trouvé d'autres emplois, le plus souvent auprès des pays arabes ne faisant pas partie des pays d'accueil. En outre, 286 instituteurs de l'Office, dont 165 femmes, ont démissionné pour accepter des postes plus rémunérateurs ailleurs, dans le monde arabe. Ainsi, le nombre des démissions a dépassé de 89 celui des normaliens ayant obtenu leur diplôme en 1965 et engagés ensuite dans les écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO. De plus, on a eu besoin en 1965-1966 d'un nombre plus élevé d'instituteurs que l'année précédente, en raison de l'augmentation du nombre des enfants qui fréquentent l'école : il a donc fallu créer 169 nouveaux postes d'enseignement au début de l'année scolaire. C'est pourquoi le déficit en instituteurs diplômés a augmenté de 258. Il est clair, dans ces conditions, que la formation des maîtres avant l'emploi ne contribuera pas sensiblement à élever le niveau de l'enseignement dans les écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO (bien que cette formation soit indiscutablement un moyen fort efficace pour atteindre le but complètement différent de préparer de jeunes réfugiés, garçons et filles, à une vie utile et productive). En fait, le nombre des instituteurs qualifiés qui démissionnent chaque année est même plus grand que le nombre de nouveaux diplômés prenant leur service dans une école. La saignée annuelle d'instituteurs employés aux écoles de l'Office ne fait qu'aggraver un problème plus vaste : celui du nombre important d'instituteurs insuffisamment qualifiés employés aux écoles de l'UNRWA et de l'UNESCO. Parmi les 4 904 instituteurs employés au début de l'année scolaire 1965-1966, 1 562 seulement ont

passé une année au moins dans une école normale. Quant aux 3 342 autres instituteurs, beaucoup d'entre eux sont devenus de bons enseignants, l'expérience aidant; mais ils ne disposent ni d'une formation pédagogique systématique, ni d'un diplôme. Puisqu'il serait difficile et ruineux d'essayer de donner la formation voulue à un nombre aussi élevé d'instituteurs en leur faisant quitter leur poste afin de les faire entrer comme internes dans une école normale, le seul moyen dont on dispose pour élever le niveau de l'enseignement est d'organiser des cours de formation pour les instituteurs en exercice. Cette tâche a été entreprise de façon systématique par l'Institut pédagogique de l'UNRWA et de l'UNESCO il y a deux ans. Le nombre des instituteurs suivant les cours organisés par l'Institut s'élève à 1 500. On pense qu'environ la moitié d'entre eux termineront ces études pendant l'été 1966.

85. Le cours de base de l'Institut dure deux ans. Sont admis à le suivre les instituteurs qui possèdent un diplôme de fin d'études secondaires et ont acquis une certaine expérience de l'enseignement. Le cours porte d'une part sur la formation générale, d'autre part sur la formation professionnelle : pédagogie, psychologie de l'enfant et méthodologie de l'enseignement. L'Institut fournit à ses élèves une documentation écrite (avec indication des tâches à effectuer) pour chaque matière; en outre, des membres de son personnel vont régulièrement voir les élèves-maîtres dans leur classe et organisent des réunions d'études hebdomadaires pour discuter des moyens d'améliorer l'efficacité de l'enseignement. La fourniture d'instruments didactiques utilisés les uns par les maîtres, les autres par les élèves, joue à cet égard un rôle important; on insiste particulièrement sur l'emploi d'un matériel simple, pouvant être fabriqué par le maître lui-même. Bien qu'il soit encore trop tôt pour juger exactement des résultats de l'enseignement dispensé par l'Institut, il est déjà manifeste qu'il s'est produit une amélioration considérable dans l'efficacité des méthodes utilisées par les maîtres qui ont bénéficié de ce programme spécial de formation. L'Institut contribue ainsi de façon très appréciable au règlement du grand problème qui se pose à l'UNRWA et à l'UNESCO : l'amélioration du niveau de l'enseignement dispensé aux réfugiés.

86. Au cours de l'année étudiée, on s'est efforcé d'améliorer la situation des instituteurs, en particulier celle des instituteurs diplômés que l'Office emploie. Sont considérés comme diplômés, d'une manière générale, les instituteurs qui sont titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires et ont eu deux années de formation professionnelle soit en fréquentant une école normale, soit en suivant les cours de formation pendant l'emploi donnés par l'Institut pédagogique de l'UNRWA et de l'UNESCO. On a établi un nouveau barème des salaires pour les instituteurs diplômés : il est comparable à celui que les gouvernements des pays d'accueil ont établi pour leurs propres instituteurs diplômés.

#### Formation professionnelle et technique

87. Un enseignement professionnel et technique a été donné à 1 800 garçons et 300 jeunes filles répartis dans les divers internats dont l'Office assure le fonctionnement en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et dans le territoire de Gaza. En outre, l'Office a donné à 30 réfugiés la possibilité de suivre des cours de dactylographie, d'hôtellerie, de mécanique et d'électricité dans des écoles officielles ou privées. Le tableau suivant indique, pour les années scolaires 1964-1965 et 1965-1966, le nombre des élèves inscrits dans les internats administrés par l'Office, avec leur répartition par spécialité.

<u>Type d'enseignement</u>	<u>1964-1965</u>	<u>1965-1966</u>
Formation professionnelle pour jeunes filles <sup>a/</sup>	301	299
Travail des métaux	629	657
Electricité	324	357
Bâtiment	318	281
Agriculture	79	59
Formation technique et commerciale	438	414
	<hr/>	<hr/>
Total :	2 089	2 067

a/ Y compris les élèves recevant une formation de professeur d'enseignement ménager à Gaza (28 en 1964-1965 et 32 en 1965-1966).

88. Au total, 1 090 élèves sont sortis des écoles professionnelles et techniques à la fin de l'année scolaire 1964-1965. Sur ce nombre, 273 se sont vu offrir la possibilité d'acquérir une plus grande expérience en faisant dans des entreprises des stages d'une durée de six à vingt-quatre mois en République arabe unie (94), en Suède (50), en République fédérale d'Allemagne (96), en Belgique (20), en France (5), en Suisse (6) ou en Norvège (2). Les stagiaires gagnent un salaire qui est fixé d'après les barèmes en vigueur dans le pays où ils se trouvent. On a de bonnes raisons de penser que, sur les 817 autres diplômés, 90 p. 100 au moins ont trouvé un emploi dans les pays d'accueil ou dans d'autres Etats arabes. On estime qu'en 1966 le nombre des élèves sortant des écoles professionnelles et techniques atteindra 1 113.

89. Les efforts déployés en vue de trouver des emplois aux anciens élèves de l'école d'agriculture de Beit Hanoun, dans le territoire de Gaza, n'ayant pas donné les résultats espérés, l'Office a entrepris une étude détaillée du rôle de cette école. Sur l'invitation du Commissaire général, le Chef de la Division de la recherche et de l'enseignement agricoles de l'UNESCO a visité l'établissement en janvier 1966. Conformément à ses recommandations, l'Office examine maintenant avec les autorités gouvernementales la possibilité de faire de cette école un centre de formation d'instituteurs ruraux.

#### Formation des adultes

90. L'Office a continué d'organiser des stages de travaux manuels pour les jeunes réfugiés qui ne possèdent pas les titres requis pour être admis dans ses écoles professionnelles. Les stages de menuiserie, d'une durée d'un an, ont été suivis par 58 jeunes gens dans les 7 ateliers de Gaza et de Jordanie, tandis que les cours de couture et de cuisine qui ont été donnés dans 35 centres pendant six mois ont été suivis par 1 602 jeunes femmes. Ces divers stages ont aidé de nombreux réfugiés à obtenir un travail rémunéré et ainsi à subvenir, partiellement du moins, à leurs besoins. Le programme d'activités féminines a encore été développé cette année; un nouveau centre s'étant créé à Gaza, leur nombre est maintenant de 15 au total; dans de nombreux centres, on a élargi le programme des activités qui

comprenait déjà des cours de lecture et d'écriture, de puériculture, de secourisme et d'enseignement ménager en y ajoutant le travail manuel et la couture. Les travaux réalisés dans les classes de travail manuel et de couture ont été vendus en coopérative et les bénéfices ont été utilisés à l'aménagement des centres. Les petites bibliothèques continuent d'avoir beaucoup d'amateurs; quant aux activités culturelles et récréatives, qui font partie du programme, elles sont très suivies. Ces cours sont financés uniquement par des dons spéciaux.

#### Formation professionnelle des handicapés

91. Au cours de l'année étudiée, l'Office a continué de faire tout ce qui était en son pouvoir, dans les limites de ses ressources financières, pour rééduquer les enfants aveugles, sourds ou souffrant d'autres infirmités. Des garçons et des filles physiquement diminués sont placés dans des institutions du Moyen-Orient qui leur dispensent un enseignement général et professionnel et leur donnent ainsi la possibilité de subvenir plus tard à leurs besoins. En 1965-1966, 306 réfugiés étaient inscrits dans des institutions de ce genre, 120 d'entre eux étant placés, gratuitement, dans des institutions charitables. Sur ce nombre, 60 ont reçu une formation professionnelle à l'Institut des aveugles de Gaza qui est financé par la Mission pontificale pour la Palestine. Pour la première fois, quatre jeunes réfugiés sourds ont été admis dans des écoles professionnelles de l'Office. Cette expérience semble avoir donné d'assez bons résultats et l'on étudie actuellement la possibilité d'admettre un plus grand nombre d'élèves handicapés dans les écoles professionnelles de l'Office. Les efforts déployés pour trouver un emploi qui leur convienne aux jeunes réfugiés physiquement diminués qui ont appris un métier donnent de plus en plus souvent d'heureux résultats. Les travailleurs sociaux de l'Office continuent de s'efforcer de convaincre les employeurs éventuels que les personnes physiquement diminuées, lorsqu'elles reçoivent une formation appropriée, peuvent travailler sur un pied d'égalité avec les autres travailleurs.

#### Enseignement supérieur

92. Au cours de l'année universitaire 1965-1966, l'Office a accordé 621 bourses d'enseignement supérieur. Les bourses de l'UNRWA ne sont attribuées que pour une année à la fois, mais elles peuvent être renouvelées chaque année pour la durée des études entreprises, à condition que le bénéficiaire passe avec succès les examens de fin d'année organisés par sa faculté. Sur ces 621 boursiers, 512 avaient déjà bénéficié de l'aide de l'Office l'année précédente et 109 ont reçu une bourse pour la première fois au début de l'année universitaire 1965-1966. Le tableau suivant donne la répartition des boursiers par discipline et selon le pays où ils font leurs études.

Répartition par discipline et par pays des titulaires de bourses d'enseignement supérieur pendant l'année universitaire 1965-1966

Disciplines	République arabe unie	Liban	Arabie Saoudite	Jordanie	Irak	Total
Médecine	137	35	34	-	-	206
Pharmacie	25	5	6	-	-	36
Art dentaire	4	-	1	-	-	5
Médecine vétérinaire	1	-	-	-	-	1
Génie civil, construction mécanique et électricité	122	34	37	-	2	195
Agriculture	30	-	3	-	-	33
Lettres et sciences*	72	37	12	18	-	139
Commerce	4	-	-	-	-	4
Sciences économiques	2	-	-	-	-	2
Totaux :	397	111	93	18	2	621

\* Sont compris dans ce chiffre des étudiants qui entreront par la suite à la faculté de médecine ou à l'école d'ingénieurs de leur université.

93. Précédemment, le montant des bourses universitaires de l'Office variait d'une université à l'autre, d'après le coût des études et les frais de subsistance. Ne disposant pas de ressources suffisantes, l'Office a décidé de limiter à 500 dollars, à compter de 1965-1966, le montant maximum payable annuellement à un boursier. Toutefois, ce chiffre plafond ne s'applique ni aux étudiants qui ont reçu une bourse avant 1965, ni, sur la demande du donateur, aux titulaires de bourses financées par l'ARAMCO (Arabian-American Oil Company), société qui a donné 59 bourses par l'intermédiaire de l'UNRWA en 1965-1966.

Service de placement

94. Le Service de placement de l'Office a continué d'accroître son effort en vue de trouver des emplois pour les réfugiés, particulièrement ceux qui sortent des écoles professionnelles de l'Office. De nouvelles possibilités sont apparues à la suite de contacts avec des employeurs éventuels. Un certain nombre d'employeurs ont accordé des contrats à des classes entières, avant même que les jeunes gens aient fini leurs études, ce qui est en soi un hommage encourageant à la qualité de l'enseignement qui leur est donné. Des consultations suivies avec les employeurs ont permis d'adapter l'enseignement à leurs besoins et de nouvelles possibilités d'emploi s'offrant ainsi, le pourcentage des diplômés engagés par des entreprises des pays arabes voisins est plus élevé qu'il ne l'a jamais été.

D. AUTRES FORMES D'ASSISTANCE

Prêts aux réfugiés

95. Au 30 juin 1966, le capital entièrement versé de la Banque jordanienne de développement économique s'élevait à 2 123 657 dollars. Les fonds disponibles pour les prêts s'élevaient à environ 448 000 dollars et les prêts à 2 313 000 dollars. Au 31 mai 1966, le montant total des prêts consentis par la



Banque depuis sa création, en novembre 1951, était de 3 941 957 dollars. L'UNRWA fournit 85 p. 100 du capital de la Banque, tandis que le Gouvernement jordanien et trois banques du Moyen-Orient lui apportent leur concours financier et jouent un rôle important dans sa direction. Au cours de la période étudiée, la Banque a entrepris d'examiner son rôle en Jordanie, en tant que moyen d'atteindre les objectifs assignés à l'UNRWA : il est reconnu en effet que les possibilités d'obtenir de nouveaux prêts du genre de ceux que l'Office voudrait voir accorder sont devenues très rares, que d'autre part les pouvoirs publics et les entreprises commerciales, en Jordanie, consentent aujourd'hui des prêts à des conditions comparables à celles qu'offre la Banque, et qu'enfin l'Office a désespérément besoin de fonds pour la construction de nouvelles écoles en Jordanie. L'étude était en cours quand la Banque a pratiquement cessé d'accorder des prêts. L'Office est arrivé à cette conclusion que le moment était venu pour lui de retirer son avoir de la Banque afin de pouvoir disposer de fonds pour la construction d'écoles. Des négociations étaient en cours à la fin de juin avec le Gouvernement jordanien au sujet des moyens qui permettront le mieux d'appliquer cette décision.

#### E. SERVICES COMMUNS ET ADMINISTRATION GENERALE

96. Au cours de l'exercice étudié, un grand effort a été fait à nouveau pour réduire les dépenses administratives. On a réduit les effectifs (voir tableau 23), et dans ce personnel ainsi devenu moins nombreux, on procède graduellement au remplacement d'agents expatriés par des agents palestiniens. La structure des services est restée inchangée; ceux-ci comprennent les services administratifs généraux de l'Office au siège et dans les pays d'accueil, les services d'information et les bureaux de New York, de Genève et du Caire, le transport des personnes et des marchandises dans la région d'activité de l'Office, l'étude du marché, l'achat, le contrôle et l'entreposage des denrées et du matériel, l'administration du personnel, les services linguistique, juridique, financier, technique, statistique et d'enregistrement, ainsi que la protection des biens de l'Office.

#### F. OPERATIONS FINANCIERES

97. Les comptes de l'Office, avec le rapport pertinent des commissaires aux comptes, font l'objet de documents séparés 7/. On trouvera ici un résumé des opérations financières de l'Office en 1965 et les prévisions concernant les opérations de l'exercice 1966. Comme il a été expliqué dans les rapports précédents, l'exercice financier de l'Office coïncide avec l'année civile, alors que chaque rapport annuel embrasse la période comprise entre le 1er juillet d'une année et le 30 juin de l'année suivante.

98. Le tableau récapitulatif ci-dessous résume les opérations financières de l'Office en 1965.

---

7/ Pour l'exercice 1965, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément No 6B (A/6306/Add.2).



	Millions de dollars des Etats-Unis
Fonds de roulement (réserve de fonctionnement) au 1er janvier 1965	17,6
Recettes pour 1965 :	
Contributions annoncées par les gouvernements	34,0
Autres contributions	0,8
Autres recettes	0,3
Total des recettes	35,1
Dépenses et engagements de dépenses pour 1965 :	
Service des secours	17,8
Service de santé	4,9
Service de l'enseignement	14,9
Total des dépenses et engagements de dépenses	37,6
Montant de l'excédent des dépenses et engagements de dépenses par rapport aux recettes (déficit)	(2,5)
Fonds de roulement (réserve de fonctionnement) au 31 décembre 1965 avant ajustements et transferts	15,1
<u>A ajouter :</u>	
Solde des ajustements et transferts	0,2
Fonds de roulement (réserve de fonctionnement) au 31 décembre 1965 après ajustements	15,3

99. Comme l'indique le tableau précédent, il a manqué à l'Office 2 500 000 dollars de recettes pour équilibrer son budget en 1965, et le fonds de roulement (c'est-à-dire la réserve de fonctionnement) a été réduit de 2 300 000 dollars après ajustements au titre d'années précédentes. C'était la troisième année de suite que l'Office devait faire face à un déficit : celui-ci s'est élevé à 500 000 dollars en 1963 et à 2 millions en 1964.

100. A la fin de 1965, le fonds de roulement ne s'élevait qu'à 15 300 000 dollars, sensiblement moins que le minimum de 16 millions que l'Office estime nécessaire pour assurer la continuité des approvisionnements et la marche des services durant le premier semestre de chaque année, lorsque le rythme de rentrée des contributions est beaucoup plus lent que celui des dépenses.

101. Le montant des engagements reportés de 1965 à 1966 a atteint environ 1 100 000 dollars, ce qui n'est guère inférieur au montant des engagements reportés de 1964 à 1965, lequel s'élevait à 1 200 000 dollars. Etant donné les retards que subit invariablement, chaque année, la détermination du montant des recettes et par conséquent l'établissement du budget définitif, il semble probable que le

Montant des engagements non liquidés à la fin de chaque année ne pourra pas être réduit, dans un avenir prévisible, au-dessous d'une somme située entre 1 100 000 et 1 200 000 dollars. En 1965, les économies effectuées sur la liquidation des engagements contractés les années précédentes n'ont atteint que 89 000 dollars et il est peu probable que ce niveau puisse être beaucoup dépassé dans les années à venir.

102. A la fin de 1965, le montant des engagements de contributions non encore honorés par les gouvernements s'élevait à 8 100 000 dollars, contre 7 400 000 dollars seulement à la fin de 1964. Cette augmentation résultait d'un ralentissement dans le paiement des contributions d'un certain nombre de gouvernements; s'ajoutant au déficit de l'année, elle a eu un effet défavorable sur le niveau de l'encaisse disponible. A la fin de 1965, les ressources liquides, calculées après déduction des dettes et des engagements de dépenses, ne s'élevaient qu'à 1 600 000 dollars, contre 4 600 000 dollars à la fin de 1964. La valeur des stocks, estimée à 5 100 000 dollars, restait pratiquement inchangée par rapport à 1964; il n'y avait pas non plus de changement important dans les autres éléments d'actif.

103. L'Office a abordé l'année 1966 avec la perspective d'un déficit de 4 200 000 dollars pour un projet de budget de 38 600 000 dollars. A la suite de l'appel que l'Assemblée générale a adressé aux gouvernements dans la résolution 2052 (XX), il a reçu un certain nombre de contributions supplémentaires, mais à la fin de juin il devait encore faire face à un déficit d'environ 1 100 000 dollars, comme l'indique le tableau suivant.

	Millions de dollars des Etats-Unis
Fonds de roulement (réserve de fonctionnement) au 1er janvier 1966	15,3
Recettes prévues pour 1966 :	
Contributions annoncées par les gouvernements	35,2
Autres contributions	0,9
Autres recettes	<u>0,6</u>
Total des recettes prévues	<u>36,7</u>
Montant prévu des dépenses et engagements de dépenses pour 1966 :	
Service des secours	17,3
Service de santé	5,0
Service de l'enseignement	<u>15,5</u>
Total des dépenses et engagements de dépenses prévus	<u>37,8</u>
Montant prévu de l'excédent des dépenses et engagements de dépenses par rapport aux recettes (déficit)	(1,1)
Montant prévu du fonds de roulement (réserve de fonction- nement) au 31 décembre 1966 (avant ajustements éventuels au titre d'années précédentes)	<u>14,2</u>

104. Les prévisions de recettes du tableau précédent prennent en compte non seulement les contributions annoncées par les gouvernements qui, à ce jour, ont pris des engagements fermes pour 1966, mais aussi des contributions qui n'ont pas encore été annoncées et que l'Office s'attend à recevoir, l'hypothèse adoptée étant que certains gouvernements s'engageront pour le même montant qu'en 1965. On a admis en outre que les contributions de sources non gouvernementales seront légèrement supérieures au chiffre atteint en 1965 et que les recettes diverses se trouveront accrues par le remboursement anticipé d'une somme de 280 000 dollars environ, représentant une partie du capital de la Banque jordanienne de développement économique (voir par. 95).

105. En ce qui concerne les dépenses, les chiffres indiqués dans le tableau précédent correspondent au coût, évalué à la fin de juin 1966, du programme pour 1966 que le Commissaire général a proposé à l'Assemblée dans son dernier rapport. Signalons toutefois que certains travaux de construction de logements et de bâtiments scolaires et d'autres dépenses d'investissement ont été remis à l'année suivante. Pour exécuter intégralement ce programme, l'Office devra combler le déficit de 1 100 000 dollars auquel il doit encore faire face. Il espère réduire son budget de 150 000 dollars en diminuant encore les dépenses communes (approvisionnements, transports et autres services intérieurs et frais administratifs), mais il aurait encore besoin de près d'un million de dollars de contributions supplémentaires pour pouvoir financer entièrement les dépenses prévues à son budget.

106. S'il ne reçoit pas ces contributions, l'Office devra envisager de différer encore les dépenses d'investissement, notamment en matière de construction d'écoles et de logements. Ce serait là une mesure extrêmement regrettable, car le besoin d'écoles primaires élémentaires et primaires supérieures, loin de diminuer, devient de plus en plus pressant et il est indispensable de construire de nouvelles écoles si l'on veut maintenir à un niveau adéquat l'enseignement dispensé aux jeunes réfugiés.

107. Si le déficit de 1966 n'est pas comblé, soit par une augmentation des recettes, soit par une réduction des dépenses, le fonds de roulement de l'UNRWA - qui se trouve vraiment déjà au niveau le plus bas pour une sage gestion financière - diminuera encore davantage, ce qui aggravera les difficultés financières auxquelles l'Office se heurtera sans aucun doute en 1967 et les années suivantes.

## DEUXIEME PARTIE

### BUDGET POUR L'ANNEE CIVILE 1967

#### A. INTRODUCTION

108. Le budget pour 1967, qui est présenté ci-après, s'élève au total à 39 338 000 dollars, alors que les dépenses prévues pour 1966 se montent à 37 831 000 dollars et les dépenses engagées en 1965 à 37 619 000 dollars. Il correspond au montant estimatif des dépenses nécessaires pour assurer aux réfugiés, à peu de chose près, des services de même type et de même qualité qu'en 1966. L'Office estime cependant que pour continuer à fournir les mêmes catégories de prestations, en appliquant les normes actuelles à tous les ayants droit qui, d'après lui, en feront la demande, il devra dépenser en 1967 1 500 000 dollars de plus qu'en 1966. Divers facteurs contribueront à cette augmentation des dépenses, les principaux étant l'accroissement du nombre des bénéficiaires et la hausse du prix des biens et des services.

109. C'est à nouveau dans le domaine de l'enseignement, comme en 1966, que se fera sentir la plus forte augmentation imputable à l'accroissement du nombre des bénéficiaires. Le nombre des enfants qui fréquentent une école ou demandent à y être admis continue d'augmenter à un rythme beaucoup plus rapide que le taux d'accroissement de l'ensemble de la population. Pour accueillir ces nouveaux élèves, et ajouter au salaire mensuel de ses employés l'échelon supplémentaire auquel ils ont droit tous les ans, l'Office s'attend à devoir dépenser quelque 700 000 dollars de plus qu'en 1966. En ce qui concerne la santé et les secours, le supplément de dépenses dû à l'accroissement de la population sera beaucoup moins important que dans l'enseignement, mais on s'attend cependant à ce qu'il soit de l'ordre de 100 000 dollars pour les services de santé et de 150 000 dollars pour les secours (principalement pour le logement et l'aide aux personnes particulièrement nécessiteuses, car on ne prévoit aucun accroissement du nombre des bénéficiaires de rations de base).

110. Outre le surcroît de dépenses résultant directement de la nécessité de venir en aide à une population plus nombreuse, l'Office estime qu'il doit inscrire à son budget des crédits qui lui permettent, en cas de nécessité, d'augmenter les salaires de ses employés recrutés sur le plan local. Le coût de la vie continue de s'élever et certains signes donnent à penser que les pouvoirs publics et d'autres employeurs de la région vont peut-être augmenter les salaires au point de rendre nécessaires certains ajustements pour le personnel de l'UNRWA. On a donc prévu cette éventualité ainsi que la probabilité d'autres hausses de prix (portant notamment sur les denrées et les tarifs hospitaliers); d'autre part, certaines économies sur les dépenses communes les compenseront en partie; c'est ainsi qu'a été calculée l'augmentation totale de 1 500 000 dollars.

111. Certes, l'Office poursuivra en 1967 son effort en vue de réduire encore les charges communes (approvisionnement, transports et autres services intérieurs, administration générale), mais il ne s'attend pas à réaliser de grandes économies dans ce domaine. Depuis 1963, ces dépenses ont été fortement diminuées chaque année; ces réductions et les charges croissantes que ces opérations, en prenant de l'extension, imposent à ses services intérieurs et à son administration générale, ont déjà, parfois, mis l'Office en difficulté. A continuer encore dans cette voie, on risquerait de perdre le contrôle des opérations.

112. Il convient d'attirer tout particulièrement l'attention sur le fait que l'Office suppose que les prix des denrées alimentaires ne dépasseront pas le niveau atteint en 1966. Les denrées alimentaires représentent une part si importante de son budget qu'une hausse des prix, même faible, ferait augmenter de centaines de milliers de dollars le montant de ses dépenses. Si les prix des denrées alimentaires montaient en 1967 (et il semble tout à fait improbable qu'ils diminuent), il faudrait probablement reviser tout le budget.

113. L'Office ne pourra continuer à exécuter ses programmes d'assistance en 1967 que dans la mesure où ses recettes seront suffisantes. Les perspectives actuelles ne sont pas encourageantes. Bien qu'il ne soit pas encore possible d'établir des prévisions précises au sujet des opérations de l'année en cours (voir plus haut par. 103 à 107), il semble probable qu'en 1966 le budget de l'Office sera encore en déficit, pour la quatrième année de suite. Ce déficit pourrait être de l'ordre d'un million de dollars. Les perspectives financières de l'Office pour 1967 sont exposées de façon plus détaillée dans les paragraphes 149 à 151 ci-après. Elles sont également étudiées dans l'introduction au présent rapport, en même temps que leurs conséquences éventuelles sur l'activité de l'Office.

## B. PREVISIONS DE DEPENSES

### GENERALITES

114. Les prévisions de dépenses de l'Office pour 1967 sont résumées dans le tableau suivant, qui indique aussi les chiffres correspondants pour 1965 et 1966.

	<u>Crédits</u> <u>budgétaires</u> <u>pour 1967</u>	<u>Dépenses</u> <u>prévues</u> <u>pour 1966</u>	<u>Dépenses</u> <u>engagées</u> <u>en 1965</u>
(milliers de dollars des Etats-Unis)			
<u>Titre premier - Service des secours</u>			
Rations de base	12 165	12 163	12 304
Alimentation d'appoint	1 421	1 361	1 315
Logement	472	350	502
Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses	493	461	516
Part du titre premier dans les dépenses communes (titre IV)	3 013	2 992	3 139
Total du titre premier	<u>17 564</u>	<u>17 327</u>	<u>17 776</u>

<u>Crédits</u> <u>budgétaires</u> <u>pour 1967</u>	<u>Dépenses</u> <u>prévues</u> <u>pour 1966</u>	<u>Dépenses</u> <u>engagées</u> <u>en 1965</u>
--	---	--

(milliers de dollars des Etats-Unis)

Titre II - Service de santé

Services médicaux	3 243	3 089	3 037
Assainissement	1 023	941	921
Part du titre II dans les dépenses communes (titre IV)	939	935	991
Total du titre II	<u>5 205</u>	<u>4 965</u>	<u>4 949</u>

Titre III - Enseignement

Enseignement primaire et secondaire	11 324	10 324	9 209
Formation professionnelle	2 595	2 571	2 851
Enseignement supérieur	351	351	399
Part du titre III dans les dépenses communes (titre IV)	2 299	2 293	2 435
Total du titre III	<u>16 569</u>	<u>15 539</u>	<u>14 894</u>

Titre IV - Dépenses communes

Approvisionnement et transports	3 079	3 040	3 136
Autres services intérieurs	2 006	2 010	2 151
Administration générale	1 166	1 170	1 278
Total du titre IV	<u>6 251</u>	<u>6 220</u>	<u>6 565</u>
Montant des dépenses communes réparties entre les divers secteurs d'activité (titres premier, II et III)	<u>(6 251)</u>	<u>(6 220)</u>	<u>(6 565)</u>
Solde du titre IV	-	-	-
Total général	<u>39 338</u>	<u>37 831</u>	<u>37 619</u>

15. Dans le tableau ci-dessus, le budget de l'Office est présenté en trois parties qui correspondent aux trois grands types de services que l'Office fournit aux réfugiés : secours, santé et enseignement. Le titre IV du budget comprend des catégories de dépenses qu'il est difficile d'imputer directement sur les titres correspondant aux trois secteurs d'activité. Cependant, on les a également réparties aussi exactement que possible dans les trois titres sous l'intitulé "dépenses communes" afin qu'apparaisse le coût total de chacun des trois secteurs d'activité de l'Office.

116. Modifiant légèrement la présentation, on a fait figurer le service de placement au chapitre de la formation professionnelle (les données relatives à 1965 et 1966 ont été modifiées en conséquence). Bien que le service de placement s'efforce d'aider tout réfugié qui s'adresse à lui pour trouver un emploi, il consacre, en pratique, l'essentiel de son activité aux diplômés des écoles professionnelles de l'UNRWA. Il semble donc plus exact de considérer les dépenses relatives à ce service comme une partie du coût de la formation professionnelle.

117. Comme on l'a expliqué dans les paragraphes précédents, l'augmentation des prévisions budgétaires pour 1967 par rapport aux dépenses prévues pour 1966 est due à plusieurs facteurs. Sur un surcroît de dépenses évalué au total à 1 500 000 dollars, le montant de loin le plus important (plus d'un million de dollars) s'inscrit au titre de l'enseignement, tandis que la part des secours et de la santé ne représentent ensemble que 500 000 dollars. La part de l'enseignement atteindra 42 p. 100 de l'ensemble du budget de l'Office en 1967, celle des secours 45 p. 100 et celle de la santé 13 p. 100. Dans les paragraphes suivants, on trouvera des renseignements sur chacune des rubriques qui composent les différents chapitres du budget.

#### SERVICE DES SECOURS

##### Rations de base

1967 - Crédits budgétaires	12 165 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	12 163 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	12 304 000 dollars

118. Ce chapitre couvre l'achat et la distribution des rations alimentaires de base et du savon à l'exclusion des frais d'entreposage et de transport dans la région d'activité de l'Office (voir plus loin "Services d'approvisionnement et de transport" aux paragraphes 142 et 143). Les rations de base sont décrites brièvement au paragraphe 46 ci-dessus et à l'annexe I, tableau 5. On a prévu que le nombre des rations de base distribuées et le coût de chaque ration resteraient à peu près les mêmes qu'en 1966.

119. Bien que de nombreux centres de distribution de rations aient besoin d'être transformés et, dans certains cas, remplacés, aucune dépense d'investissement n'est prévue à ce titre dans le budget de 1967, en raison des difficultés financières de l'Office.

120. Il faut souligner que l'hypothèse sur laquelle s'appuient ces prévisions est que les prix des denrées alimentaires n'augmenteront pas notablement par rapport à 1966 (malgré la tendance générale et certains signes qui semblent indiquer le contraire). Si de fortes hausses se produisaient en 1967, il pourrait fort bien devenir nécessaire d'apporter des changements importants à d'autres sections du budget.

##### Alimentation d'appoint

1967 - Crédits budgétaires	1 421 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	1 361 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	1 315 000 dollars

121. Ce programme est exposé aux paragraphes 47 à 50 ci-dessus et à l'annexe I, tableaux 6 et 7. Les frais connexes d'entreposage et de transport dans la région d'activité de l'Office sont imputés sur les "Services d'approvisionnement et de transport", au chapitre des charges communes (voir plus loin, par. 142 et 143).

122. On ne propose aucune modification des opérations en 1967. La différence par rapport au montant indiqué pour 1966 résulte d'une légère augmentation du nombre des bénéficiaires, qui tient à l'accroissement de la population, et de la hausse des taux de fret pour le lait écrémé. Le crédit prévu couvre la réfection des locaux depuis longtemps en usage et le remplacement de deux centres inadéquats en Jordanie.

123. Comme les denrées alimentaires importées représentent une grande partie des dépenses prévues à ce chapitre, l'observation formulée ci-dessus au paragraphe 120 au sujet des prix s'applique également ici.

#### Logement

1967 - Crédits budgétaires	472 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	350 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	502 000 dollars

124. Un crédit a été prévu à ce chapitre pour continuer à louer les terrains où sont établis les camps (la plupart de ces terrains sont fournis par les gouvernements des pays d'accueil) et pour assurer l'entretien et le contrôle administratif du logement, des routes et des chemins dans les camps de l'Office.

125. Bien que de fortes pressions s'exercent constamment sur l'Office pour l'amener à donner un abri à un plus grand nombre de réfugiés, à remplacer les logements qui sont insuffisants et ne répondent pas aux normes adoptées (spécialement ceux qui sont construits en briques de boue séchée et en moellons), à ouvrir des routes et des chemins et à fournir d'autres équipements collectifs, on ne propose qu'un crédit de 200 000 dollars pour ces diverses opérations en 1967. L'Office estime qu'il faudrait prévoir une somme beaucoup plus importante, mais que cela n'est pas possible pour le moment.

#### Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses

1967 - Crédits budgétaires	493 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	461 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	516 000 dollars

126. Figurent à ce chapitre tous les crédits destinés à l'aide complémentaire aux réfugiés dont la situation est jugée particulièrement difficile; cette aide comprend essentiellement l'assistance individuelle et la distribution de vêtements usagés, de couvertures et, en hiver, de pétrole. On trouvera d'autres renseignements au sujet de ce programme dans les paragraphes 54 à 56 ci-dessus.

127. L'importante diminution constatée en 1966 est due surtout à une réduction des importations de vêtements usagés et des frais de transport de ces vêtements (le Gouvernement des Etats-Unis ayant pris ces frais à sa charge pour les vêtements



expédiés des Etats-Unis), ainsi qu'à l'adoption de règles beaucoup plus sévères pour la distribution des couvertures. Bien que l'on se propose de maintenir ces économies en 1967, il a fallu prévoir une légère augmentation du crédit destiné aux dons individuels en Jordanie.

## SERVICE DE SANTE

### Services médicaux

1967 - Crédits budgétaires	3 243 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	3 089 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	3 037 000 dollars

128. Les programmes de médecine préventive et curative de l'Office sont exposés aux paragraphes 59 à 68 ci-dessus et à l'annexe I, tableaux 9 à 12. En 1967, l'Office se propose de continuer à fournir ces services à la population réfugiée au même niveau essentiellement que par le passé. Bien que l'on continue de n'épargner aucun effort pour réaliser des économies dans l'exécution des opérations prévues, notamment en ce qui concerne les fournitures médicales, il s'est produit inévitablement une augmentation des dépenses due au coût plus élevé des fournitures, à l'augmentation du tarif des lits dans les hôpitaux subventionnés, au fonctionnement de nouveaux centres de réhydratation et d'alimentation créés en 1966, ainsi qu'à l'accroissement, en raison de la poussée démographique du nombre des réfugiés ayant droit à ces services.

129. Une somme modeste est prévue pour le remplacement, devenu indispensable, des locaux insuffisants et non conformes aux normes adoptées, pour l'agrandissement de petits dispensaires, et pour le remplacement des ambulances, du matériel et du mobilier devenus inutilisables.

### Assainissement

1967 - Crédits budgétaires	1 023 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	941 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	921 000 dollars

130. Le programme d'assainissement est exposé brièvement au paragraphe 69 ci-dessus. Grâce à l'application de techniques plus efficaces, l'Office a réussi dans une large mesure à éviter une augmentation des dépenses au titre de ses programmes (exception faite des incidences de la hausse des prix et salaires) en dépit de l'accroissement constant de la population des camps. Bien que ces mesures doivent rester en vigueur en 1967 et qu'elles doivent s'accompagner d'une réduction importante des dépenses d'assainissement pour les réfugiés habitant dans les villes du territoire de Gaza, il convient de prévoir un certain nombre de travaux indispensables qui jusqu'ici avaient été différés, faute de fonds. Il s'agit notamment d'importants travaux de drainage dans les grands camps, du remplacement d'un certain nombre de latrines publiques par des latrines privées (ce qui réduira beaucoup les frais d'entretien), du remplacement des conduites d'eau hors d'usage et de l'extension du réseau d'adduction d'eau.

## SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

### Enseignement primaire et secondaire

1967 - Crédits budgétaires	11 324 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	10 324 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	9 209 000 dollars

131. Les programmes d'enseignement primaire élémentaire, primaire supérieur et secondaire de l'Office sont exposés en détail aux paragraphes 74 à 79 ci-dessus et à l'annexe I, tableaux 13 à 16. Le présent chapitre couvre aussi certaines autres activités éducatives d'ordre secondaire qui ne font pas partie du programme scolaire au sens strict, telles que les activités de jeunesse (par. 80 et 81), les activités destinées aux femmes (par. 90) et les centres de jeux pour enfants d'âge préscolaire (par. 82), ces deux dernières activités dépendant entièrement de l'octroi de contributions affectées spécialement à leur financement.

132. De tous les services que l'Office assure aux réfugiés, celui qui fait l'objet des demandes les plus pressantes, tant pour l'extension à lui donner que pour l'amélioration de sa qualité, est l'enseignement primaire et secondaire. Ceci s'applique tout particulièrement à la Jordanie où résident une bonne moitié des réfugiés, mais il en est également ainsi, dans une large mesure, au Liban et en Syrie et à un moindre degré à Gaza.

133. Bien que les écoles de l'Office ne soient pas luxueusement installées (d'une manière générale elles se situent au même niveau que les écoles officielles des pays d'accueil), la nécessité de fournir à un nombre toujours croissant de classes des maîtres, du matériel, des pupitres, des manuels et autres fournitures ne peut manquer de gonfler d'au moins 500 000 dollars par an les frais de fonctionnement. A cela, il faut ajouter le surcroît de dépenses dû à l'avancement normal du personnel et à la hausse du coût de la vie, les frais de personnel constituant une grande partie du coût total de ce programme.

134. En ce qui concerne les locaux scolaires, un problème particulièrement délicat se pose à l'Office. Depuis quelques années, ce dernier, ne disposant pas de ressources suffisantes, a été conduit à limiter la construction de nouvelles écoles, ce qui l'a obligé, de plus en plus, à recourir au système des classes alternées dans les locaux existants et à prendre des bâtiments en location pour pouvoir accueillir des effectifs scolaires en accroissement constant. Ni l'une ni l'autre de ces méthodes n'est satisfaisante, la première parce qu'elle réduit le temps dont dispose chaque groupe d'élèves et la seconde parce qu'il est rare que les locaux que l'on trouve à louer aient été conçus pour servir de salles de classes. Le budget de 1967 comprend donc un crédit de quelque 435 000 dollars pour les bâtiments scolaires. Bien que très importante, cette somme ne servira guère qu'à empêcher une nouvelle aggravation de la situation dans ce domaine.

135. Il convient de mentionner le programme que l'Office a mis sur pied pour élever le niveau de son personnel enseignant (voir par. 85). La réalisation de ce programme est maintenant fort avancée et d'excellents résultats ont déjà été obtenus, mais il a fallu consacrer à cette oeuvre indispensable une partie considérable des ressources disponibles (environ 270 000 dollars en 1966 et 288 000 dollars en 1967).

### Formation professionnelle

1967 - Crédits budgétaires	2 595 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	2 571 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	2 851 000 dollars

136. On trouvera aux paragraphes 83 à 91 ci-dessus des détails sur ces programmes qui comprennent la formation des maîtres et l'enseignement technique et commercial dispensés soit dans les écoles de l'Office, soit dans les écoles officielles ou privées subventionnées par l'UNRWA. Figurent également au présent chapitre un certain nombre d'activités spéciales dans le domaine de la formation professionnelle, notamment la formation des adultes aux travaux manuels (menuiserie et couture), l'éducation des enfants handicapés physiques et l'aide (habituellement sous forme de bourses de voyage seulement) aux anciens élèves des écoles professionnelles de l'Office qui souhaitent obtenir un complément de formation par un stage dans un autre pays.

137. La réduction considérable constatée en 1966 provient dans une large mesure d'une diminution du nombre des spécialistes internationaux - indispensables les premières années, ceux-ci ont aujourd'hui été remplacés, dans bien des cas, par du personnel recruté sur place et rémunéré au tarif local -, de la fermeture temporaire de l'école professionnelle de Homs et d'une réduction des dépenses d'investissement due au fait que la construction et l'aménagement des écoles professionnelles sont terminés.

138. On s'attend à ce que le coût de ces programmes en 1967 soit à peu près le même qu'en 1966. Le nombre des spécialistes expatriés va encore diminuer, ce qui permettra des économies, mais celles-ci seront compensées par les dépenses résultant d'une légère augmentation du nombre des élèves et par la hausse du coût des biens et des services. On a également prévu un modeste crédit pour le remplacement du matériel vétuste ou hors d'usage.

139. Comme on l'a indiqué au paragraphe 116 ci-dessus, le service de placement, dont le coût annuel s'élève à 48 000 dollars environ, est maintenant inscrit à ce chapitre car en pratique son rôle consiste surtout à aider les diplômés des écoles professionnelles de l'Office à trouver un emploi. Les chiffres relatifs aux années 1965 et 1966 ont été ajustés pour tenir compte de ce changement et permettre les comparaisons.

### Enseignement supérieur

1967 - Crédits budgétaires	351 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	351 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	372 000 dollars

140. Ce programme reste fondé exclusivement sur l'accueil de boursiers valant dans des universités de la zone d'activité de l'Office. Les candidats sont choisis en fonction de leurs résultats scolaires et de leur état de santé. Le programme est exposé plus en détail aux paragraphes 92 et 93 ci-dessus.

141. Durant l'année scolaire 1965-1966, l'Office a adopté un système de répartition des bourses qui tient tout à fait compte de la situation économique des bénéficiaires. Ce système lui a permis d'accorder un plus grand nombre de bourses pour une dépense totale moindre. Il restera en vigueur en 1966-1967 et en 1967-1968.

#### CHARGES COMMUNES

##### Services d'approvisionnement et de transport

1967 - Crédits budgétaires	3 079 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	3 040 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	3 136 000 dollars

142. Ce chapitre concerne toutes les activités comprenant l'achat, le contrôle et l'entreposage des denrées et du matériel, ainsi que les transports de personnes et de marchandises dans la région d'activité de l'Office.

143. L'importante diminution des dépenses de gestion qui a été réalisée en 1964-1965 se maintient en 1966 et cette politique d'austérité sera poursuivie en 1967. Cependant, le remplacement des véhicules usagés ayant été sévèrement restreint en 1965 et 1966, il a fallu prévoir à cette fin une somme nettement plus importante en 1967. En outre, on a prévu un crédit pour l'agrandissement de l'entrepôt principal en Jordanie, afin de centraliser le stockage des marchandises et permettre ainsi, pour l'avenir, une réduction des frais de gestion.

##### Autres services intérieurs

1967 - Crédits budgétaires	2 006 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	2 010 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	2 151 000 dollars

144. Figurent à ce chapitre tous les services intérieurs de l'Office (sauf les transports et les approvisionnements dont il a été question dans les paragraphes précédents) : immatriculation des réfugiés, gestion du personnel, administration, services linguistique, juridique, financier, technique (génie civil) et mécanographique et protection des biens de l'Office.

145. Chaque année depuis 1963, des économies importantes ont été réalisées sur ce chapitre. Cependant, comme on l'a expliqué au paragraphe 111 ci-dessus, de nouvelles réductions importantes ne pourraient être effectuées qu'au risque de compromettre la capacité de l'Office de diriger ses opérations. On n'a donc proposé qu'une réduction minime pour 1967.

##### Administration générale

1967 - Crédits budgétaires	1 166 000 dollars
1966 - Dépenses prévues	1 170 000 dollars
1965 - Dépenses engagées	1 278 000 dollars

146. Ce chapitre concerne l'administration générale du siège et des services extérieurs, les bureaux de New York, de Genève et du Caire ainsi que les services d'information.

147. Les observations formulées au paragraphe 145 ci-dessus au sujet des difficultés que comporterait une nouvelle compression des "autres services intérieurs" s'appliquent avec tout autant de force à l'administration générale.

#### Répartition des charges communes

148. Le tableau récapitulatif qui figure au paragraphe 114 ci-dessus montre la répartition des charges communes de façon à faire apparaître aussi précisément que possible le coût total de chacun des trois principaux secteurs d'activité de l'Office : secours, santé et enseignement. Toute répartition des charges communes a nécessairement un caractère estimatif et quelque peu arbitraire. Sans prétendre être arrivé à une répartition absolument exacte, l'Office estime que les chiffres indiqués correspondent de façon assez exacte au montant des frais que l'on peut à bon droit imputer sur chacun de ces trois programmes d'activité.

#### C. FINANCEMENT DU BUDGET

149. S'attendant à recevoir une partie du produit de la Campagne européenne pour les réfugiés, l'UNRWA espère que les contributions de source non gouvernementale atteindront ainsi environ un million de dollars en 1967. Il espère également que les recettes diverses s'élèveront à quelque 650 000 dollars, ce chiffre comprenant une somme de 280 000 dollars qu'il s'apprête à retirer de la Banque jordanienne de développement économique. Si ces espoirs se réalisent, l'Office aura encore besoin de 37 700 000 dollars de contributions gouvernementales pour pouvoir équilibrer son budget.

150. L'Office n'envisage pas de financer une partie quelconque de ses dépenses en 1967 par des prélèvements sur son fonds de roulement. A la fin de 1965, le fonds de roulement était tombé à 15 300 000 dollars seulement, alors que l'Office estime qu'il doit pouvoir disposer d'un fonds de roulement de 16 millions au moins pour assurer la continuité des approvisionnements et la marche des services durant le premier semestre de chaque année, en attendant le versement des contributions annoncées pour l'année en cours 8/. Bien que les estimations données aux paragraphes 103 à 107 ci-dessus au sujet des opérations financières en 1966 soient encore très provisoires, il semble fort peu probable que le fonds de roulement de l'Office soit de beaucoup supérieur à 14 millions de dollars à la fin de 1966. Comme ce montant est déjà insuffisant pour garantir le déroulement satisfaisant des opérations, il est clair que de nouvelles réductions ne seraient possibles en 1967 que si les dates de versement des contributions pouvaient être sensiblement avancées. L'Office a acquis sur ce point une expérience qui ne l'incite pas à l'optimisme.

151. Les 37 700 000 dollars de contributions gouvernementales qui sont nécessaires pour couvrir les dépenses prévues au budget de 1967 représentent une augmentation considérable par rapport aux chiffres correspondants pour 1965 et 1966. En 1965, les contributions gouvernementales se sont élevées à 34 millions de dollars; on

---

8/ On trouvera un exposé des conditions que doit remplir le fonds de roulement de l'UNRWA dans le document A/6013, note 6.

estime qu'en 1966, elles atteindront entre 33 800 000 et 36 300 000 dollars selon les décisions qui seront finalement prises par certains gouvernements qui ont annoncé la possibilité d'une augmentation ou d'une diminution de leurs contributions. L'Office ne peut pas prédire à l'heure actuelle le montant des contributions gouvernementales pour 1967. Mais il faudra manifestement procéder à des réductions dans le budget de l'Office et dans ses programmes d'aide aux réfugiés si les contributions de source gouvernementale sont inférieures à 37 700 000 dollars en 1967. Cette question est examinée de façon plus détaillée dans l'introduction au présent rapport.

ANNEXE I  
STATISTIQUES RELATIVES AUX REFUGIES IMMATRICULES

Tableau 1

Effectif total des réfugiés immatriculés, par catégories d'immatriculation (1950-1966)<sup>a/</sup>

Années	Catégorie R Membres des familles inscrites sur les listes de rationnaires				Catégorie S	Catégorie N	Total général (4+5+6+7)	
	1	2 <sup>b/</sup>	3 <sup>c/</sup>	4	5 <sup>d/</sup>	6 <sup>d/</sup>		7 <sup>d/</sup>
	Bénéfi- ciaires de rations entières	Bénéfi- ciaires de demi- rations	Nourrissons et enfants bénéficiant des services	Total (1+2+3)	Personnes ne recevant pas de rations	Membres de familles bénéficiant de l'ensei- gnement et/ ou des services médicaux		Membres de familles ne recevant ni rations ni services
Juin 1950	f/	f/	f/	960 021	-	-	-	960 021
Juin 1951	826 459	51 034	2 174	879 667	-	-	24 455	904 122
Juin 1952	805 593	58 733	18 347	882 673	-	-	32 738	915 411
Juin 1953	772 166	64 817	34 765	871 748	-	-	45 013	916 761
Juin 1954	820 486	17 340	49 232	887 058	-	-	54 793	941 851
Juin 1955	828 531	17 228	60 227	905 986	-	-	63 403	969 389
Juin 1956	830 266	16 987	75 026	922 279	-	-	74 059	996 338
Juin 1957	830 611	16 733	86 212	933 556	18 203	4 462	62 980	1 019 201
Juin 1958	836 781	16 577	110 600	963 958	19 776	5 901	63 713	1 053 348
Juin 1959	843 739	16 350	130 092	990 181	21 548	6 977	68 922	1 087 628
Juin 1960	849 634	16 202	150 170	1 016 006	22 639	8 792	73 452	1 120 889
Juin 1961	854 268	15 998	169 730	1 039 996	23 947	9 515	77 566	1 151 024
Juin 1962	862 083	15 805	176 772	1 054 660	20 004	9 027	91 069	1 174 760
Juin 1963	886 369	15 705	197 914	1 079 988	21 195	10 420	98 567	1 210 170
Juin 1964	863 284	15 617	226 494	1 105 395	23 369	13 168	104 653	1 246 585
Juin 1965	859 048	15 546	251 131	1 125 725	29 387	18 589	107 122	1 280 823
Juin 1966	845 730	15 392	284 025	1 145 147	39 485	24 367	108 750	1 317 749

- a/ Les données statistiques ci-dessus sont établies d'après les listes d'immatriculation de l'Office et, en raison de facteurs tels que les décès non déclarés et les immatriculations injustifiées et non décelées, elles n'indiquent pas nécessairement l'effectif réel de la population réfugiée.
- b/ Y compris jusqu'à l'année 1954 les Bédouins, qui, par la suite, ont reçu des rations entières, et les nourrissons qui bénéficient maintenant de rations entières à partir de leur premier anniversaire. On ne distribue actuellement de demi-rations qu'aux habitants des villages frontières en Jordanie.
- c/ Y compris les nourrissons de moins d'un an et les enfants qui, par suite de la limitation des contingents, ne reçoivent pas de rations (205 247 en Jordanie, 27 464 à Gaza, 19 235 en République arabe syrienne et 5 153 au Liban).
- d/ Les colonnes 5, 6 et 7 indiquent le nombre des réfugiés immatriculés pour des services, à qui les prestations ont été réduites ou supprimées selon leur revenu familial tel qu'il est connu de l'Office, et selon le barème des revenus appliqués dans le pays de résidence.

Les membres de familles de la catégorie R ne recevant pas de rations (colonne 5) sont les personnes dont le revenu est encore insuffisant pour justifier la suppression des rations de la famille. Jusqu'à l'année 1956, ces réfugiés étaient classés avec les membres des familles de la catégorie N (colonne 7).

La catégorie d'immatriculation S (colonne 6) a été créée en janvier 1965 pour remplacer les catégories E et M et elle comprend les réfugiés résidant dans les quatre pays d'accueil dont le revenu correspond aux normes fixées dans le barème des revenus.

Dans la catégorie N (colonne 7) figurent des réfugiés qui, en raison de leur revenu, n'ont droit ni aux rations ni aux services, ou qui ont bénéficié de subventions visant à les rendre économiquement indépendants.

D'une manière générale, il convient de signaler que la répartition des réfugiés par catégories de secours ne donne qu'une idée incomplète du nombre des réfugiés subvenant à leurs besoins, étant donné les difficultés qu'éprouve l'Office à déterminer le niveau réel de leurs revenus ou de leurs besoins.

- e/ L'effectif total de la population en juin 1952 comprenait 19 616 réfugiés recevant une assistance en Israël; ils sont restés à la charge de l'Office jusqu'au 1er juillet 1952.

- f/ Chiffres inconnus.

Tableau 2

Répartition des réfugiés immatriculés, par pays de résidence, par catégories d'immatriculation et par groupes d'âges au 30 juin 1966

Pays	Catégories d'immatriculation <u>a/</u>	Nombre de personnes			Total	Nombre de familles
		Moins de 1 an <u>b/</u>	1 à 15 ans <u>c/</u>	Plus de 15 ans		
Jordanie	R	12 189	236 714	404 829	653 732	112 858
	S	51	714	1 897	2 662	515
	N	320	6 029	43 825	50 174	13 694
Total		12 560	243 457	450 551	706 568	127 067
Gaza	R	8 316	113 471	165 057	286 844	48 234
	S	48	893	979	1 920	361
	N	159	4 184	14 138	18 481	5 759
Total		8 523	118 548	180 174	307 245	54 354
Liban	R	2 856	52 611	65 283	120 750	24 251
	S	238	4 980	12 063	17 281	3 492
	N	223	3 084	22 566	25 873	11 303
Total		3 317	60 675	99 912	163 904	39 046
République arabe syrienne	R	3 565	52 713	67 028	123 306	24 988
	S	28	657	1 819	2 504	418
	N	45	1 255	12 922	14 222	7 028
Total		3 638	54 625	81 769	140 032	32 434
Total pour l'ensemble de la région d'activité de l'Office	R	26 926	455 509	702 197	1 184 632	210 331
	S	365	7 244	16 758	24 367	4 786
	N	747	14 552	93 451	108 750	37 784
Total général		28 038	477 305	812 406	1 317 749	252 901

a/ Pour la définition des catégories d'immatriculation, se reporter au tableau 1.

b/ Le nombre des enfants de moins d'un an est inférieur au nombre de naissances déclarées l'année précédente, en raison de retards dans l'enregistrement des naissances.

c/ Un certain nombre d'enfants nés depuis 1950 dans des familles des catégories S et N ne sont pas immatriculés auprès de l'Office.



Tableau 3

Modifications intervenues dans l'effectif des rationnaires et  
dans les secours qui leur sont attribués a/  
(juillet 1950-juin 1966)

Année	Juill.50 juin 51	Juill.51 juin 52	Juill.52 juin 53	Juill.53 juin 54	Juill.54 juin 55	Juill.55 juin 56	Juill.56 juin 57	Juill.57 juin 58	
	b/	b/							
<b>En plus</b>									
Naissances	10 057	21 315	28 335	28 711	30 788	30 658	27 960	40 041	
Nouvelles immatriculations	19 537	13 265	1 993	2 885	1 502	1 287	1 459	859	
Perte des ressources c/	8 481	2 592	2 685	4 194	4 461	8 433	6 823	6 045	
Retour après absence	-	-	180	442	642	973	3 510	1 436	
Divers d/	10 256	12 468	2 014	521	680	1 061	309	231	
<b>Total</b>	<b>48 331</b>	<b>49 640</b>	<b>35 207</b>	<b>36 753</b>	<b>38 073</b>	<b>42 412</b>	<b>40 061</b>	<b>48 612</b>	
<b>En moins</b>									
Décès	896	4 053	3 897	3 764	4 042	4 409	5 582	5 263	
Immatriculations erronées ou en double	24 265	16 919	4 530	2 737	926	485	584	425	
Indépendance économique c/	4 121	17 739	12 884	12 717	10 184	19 068	16 328	9 541	
Absence	1 174	5 466	2 995	1 810	2 581	1 492	5 632	2 869	
Divers d/	97 268	5 167	20 891	410	1 628	563	377	455	
<b>Total</b>	<b>127 724</b>	<b>49 334</b>	<b>45 197</b>	<b>21 438</b>	<b>19 361</b>	<b>26 017</b>	<b>28 483</b>	<b>18 553</b>	
Année	Juill.58 juin 59	Juill.59 juin 60	Juill.60 juin 61	Juill.61 juin 62	Juill.62 juin 63	Juill.63 juin 64	Juill.64 juin 65	Juill.65 juin 66	Total 50-66
<b>En plus</b>									
Naissances	37 047	37 776	39 299	42 470	49 854	48 802	43 857	43 945	560 915
Nouvelles immatriculations	645	525	324	514	535	189	258	283	46 060
Perte des ressources c/	4 040	4 417	3 490	3 394	4 555	4 475	6 136	7 340	81 561
Retour après absence	1 113	1 039	935	1 457	1 319	992	773	1 168	15 979
Divers d/	292	248	252	710	859	515	1 135	212	31 763
<b>Total</b>	<b>43 137</b>	<b>44 005</b>	<b>44 300</b>	<b>48 545</b>	<b>57 122</b>	<b>54 973</b>	<b>52 159</b>	<b>52 948</b>	<b>736 278</b>
<b>En moins</b>									
Décès	4 956	5 041	8 919	18 660	14 961	11 624	9 053	7 155	112 275
Immatriculations erronées ou en double	406	570	571	852	630	2 080	1 422	204	57 606
Indépendance économique c/	7 815	9 764	8 127	8 628	11 257	12 007	13 514	23 401	197 095
Absence	2 128	2 183	2 334	4 301	3 550	1 915	6 894	2 077	49 401
Divers d/	505	701	743	1 748	1 341	1 846	747	770	135 130
<b>Total</b>	<b>15 810</b>	<b>18 259</b>	<b>20 694</b>	<b>34 189</b>	<b>31 739</b>	<b>29 472</b>	<b>31 630</b>	<b>33 607</b>	<b>551 507</b>
Année terminée en juin	50	51	52	53	54	55	56	57	58
Nombre total de ration- naires et d'enfants (nouveau-nés et autres) à la fin de l'année	960 021	879 667	882 673	871 748	887 058	905 986	922 279	933 556	963 958
Année terminée en juin	59	60	61	62	63	64	65	66	
Nombre total de ration- naires et d'enfants (nouveau-nés et autres) à la fin de l'année	990 181	1 016 006	1 039 996	1 054 660	1 079 988	1 105 395	1 125 725	1 145 147	

a/ On trouvera dans ce tableau la récapitulation des changements survenus ces 16 dernières années dans le nombre total des rationnaires et des enfants (nourrissons et autres) inscrits pour les services (colonne 4 du tableau 1). Les naissances, les nouvelles immatriculations, les décès, les immatriculations erronées ou en double se traduisent par des inscriptions ou des radiations de noms sur les listes d'immatriculation. Les rubriques "indépendance économique" et "absence" correspondent à des transferts d'une catégorie d'ayants droit à une autre bénéficiant de plus ou moins de services (colonnes 5, 6 et 7 du tableau 1).

Ne figurent pas dans ce tableau les transferts qui s'effectuent à l'intérieur, ou de l'un à l'autre des pays d'accueil, ni les attributions de rations aux enfants qui atteignent l'âge d'un an.

- b/ Il s'agit notamment des changements effectués à l'occasion du recensement de 1950-1951.
- c/ Ressources personnelles, emploi à l'Office, aide à l'indépendance économique, etc., ou disparition de ces ressources.
- d/ Ces modifications diverses comprennent, jusqu'à juin 1953, un certain nombre d'inscriptions ou de radiations ainsi qu'un certain nombre de changements dans les effectifs des différentes catégories de bénéficiaires des secours. La plupart des radiations de réfugiés résidant en Israël figurent également sous cette rubrique (40 930 personnes de juillet 1950 à juin 1953).

Tableau 4  
Récapitulation des changements survenus dans la composition de la population réfugiée immatriculée<sup>a/</sup>  
(Juillet 1950-Juin 1966)

	juill. 50 juin 51	juill. 51 juin 52	juill. 52 juin 53	juill. 53 juin 54	juill. 54 juin 55	juill. 55 juin 56	juill. 56 juin 57	juill. 57 juin 58	juill. 58 juin 59	juill. 59 juin 60	juill. 60 juin 61	juill. 61 juin 62	juill. 62 juin 63	juill. 63 juin 64	juill. 64 juin 65	juill. 65 juin 66	Total 50-66
En plus																	
Naissances	10 057	21 315	28 335	28 711	30 788	30 658	27 960	40 157	37 555	38 481	39 953	43 325	50 921	50 298	46 059	46 212	570 785
Nouvelles immatriculations	19 537	13 265	1 993	2 885	1 502	1 287	1 459	894	661	684	419	992	748	333	412	351	47 422
Divers	5 159 <sup>b/</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 159
Total	34 753	34 580	30 328	31 596	32 290	31 945	29 419	41 051	38 216	39 165	40 372	44 317	51 669	50 631	46 471	46 563	623 366
En moins																	
Décès	896	4 053	3 897	3 764	4 042	4 409	5 582	5 446	5 188	5 235	9 213	19 515	15 431	12 008	9 621	7 866	116 166
Immatriculations erronées ou en double	24 265	16 919	4 530	2 737	926	485	584	497	515	683	814	1 384	852	2 225	2 524	1 633	61 600
Divers	64 530 <sup>b/</sup>	5 019 <sup>b/</sup>	19 616 <sup>c/</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	89 165
Total	89 691	25 991	28 043	6 501	4 968	4 894	6 166	5 943	5 703	5 918	10 054	20 899	16 283	14 233	12 145	9 499	266 931

- a/ On trouvera ici une récapitulation des changements survenus au cours de ces 16 dernières années dans le nombre total des réfugiés immatriculés (tableau 1, colonne 8). Ne figurent pas dans ce tableau les transferts qui s'effectuent à l'intérieur ou de l'un à l'autre des pays d'accueil. Lorsque l'on compare les données ci-dessus avec celles du tableau 3, il convient de ne pas perdre de vue que la radiation des listes de rationnaires n'implique pas nécessairement la radiation des listes d'immatriculation. Les réfugiés qui cessent de percevoir des rations parce qu'ils gagnent leur vie ou qu'ils sont absents restent immatriculés auprès de l'Office. Par contre, un certain nombre de décès et d'inscriptions erronées ou en double sont enregistrés parmi les personnes immatriculées ne recevant pas de rations, ce qui explique les légères différences que l'on peut constater sous ces deux rubriques dans les deux tableaux. La distinction entre rationnaires et personnes immatriculées n'apparaît pas toujours dans les documents établis par l'Office durant ses premières années d'activité.
- b/ La nature des changements figurant ici sous la rubrique "divers" n'a pas été précisée lors des opérations de recensement. Les chiffres tiennent compte des modifications qui ont abouti à des adjonctions ou des radiations sur les listes d'immatriculation.
- c/ Les réfugiés se trouvant en Israël ont été radiés des listes de l'Office.

## SERVICE DE SECOURS

Tableau 5

Rations de base et autres denrées distribuées par l'Office

### 1. Rations de base

La ration mensuelle individuelle est composée comme suit :

10 000 grammes de farine  
600 grammes de légumes secs  
600 grammes de sucre  
500 grammes de riz  
375 grammes de matières grasses.

Cette ration équivaut à environ 1 500 calories par jour.

En Hiver, elle est complétée par :

300 grammes de légumes secs  
400 grammes de farine

et correspond alors à 1 600 calories par jour.

### 2. Autres denrées

Un morceau de savon de 150 grammes par rationnaire et par mois.

On a distribué durant les cinq mois d'hiver un litre et demi de pétrole lampant par rationnaire et par enfant (nourrissons et autres) inscrits pour les services lorsqu'ils vivent dans les camps de Jordanie, du Liban et de la République arabe syrienne. A Gaza, durant la même période chaque année, les mêmes catégories de bénéficiaires en recevaient un litre, qu'ils résident dans les camps ou en dehors.

Tableau 6

Programme d'alimentation d'appoint de l'Office

Nombre moyen de bénéficiaires entre le 1er juillet 1965 et le 30 juin 1966

Pays	Nombre de centres d'alimentation d'appoint	Nombre de bénéficiaires du repas chaud quotidien (moyenne pour 1'année)			Nombre de bénéficiaires de rations mensuelles de produits secs (moyenne pour 1'année)				Total général
		Moins de 2 ans	2 à 15 ans	Total	Femmes enceintes	Nourrices	Tuberculeux non hospitalisés	Total	
Jordanie	48	1 651	14 586	16 741	2 836	11 443	503	14 782	31 523
	62/	154	350						
Gaza	23	1 405	12 631	14 036	3 451	9 667	484	13 602	27 638
Liban	18	481	3 975	4 456	1 092	3 360	110	4 562	9 018
République arabe syrienne	17	396	3 751	4 147	659	1 671	110	2 440	6 587
	112	4 087	35 293	39 380	8 038	26 141	1 207	35 386	74 766

a/ Centres administrés par des organisations bénévoles.

Tableau 7

Programme de distribution de lait de l'Office

Nombre moyen de bénéficiaires entre le 1er juillet 1965 et le 30 juin 1966

Pays	Nombre de centres de distribution de lait		Nombre quotidien de bénéficiaires (moyenne pour l'année)			
	Prépa- ration et distri- bution	Distribution seulement	Centres de distri- bution de lait	Ecoliers <sup>a/</sup>	Orphelins, titulaires d'ordonnances médicales, etc.	Total
Jordanie	74	7	32 431	32 855	233	66 132
	10 <sup>b/</sup>	-	613			
Gaza	23	-	18 991	35 536	132	54 659
Liban	20	3	25 689	8 155	277	34 121
République arabe syrienne	20	3	23 176	13 400	55	36 631
	147	13	100 900	89 946	697	191 543

a/ Moyenne pour l'année scolaire /moyenne de 3 mois en Jordanie, à Gaza et en Syrie, moyenne de 4 mois au Liban (voir par. 48)/.

b/ Centres administrés par des organisations bénévoles.

Tableau 8

Répartition des réfugiés dans les camps de l'Office par pays  
de résidence au 30 juin 1966 a/

Pays	Nombre de camps	Nombre de familles	Nombre de personnes <u>b/</u>	Pourcentage de la population réfugiée
Jordanie	25	41 360	226 191	32,01
Gaza	8	33 296	196 792	64,05
Liban	15	14 148	72 407	44,18
République arabe syrienne	6	4 635	22 128	15,80
Total	54	93 439	517 518	39,27

a/ D'une manière générale, les réfugiés qui vivent hors des camps de l'UNRWA résident dans les villes et villages des pays d'accueil et bénéficient des mêmes services exception faite des services d'assainissement. Du point de vue économique, leur situation ne diffère guère de celle des réfugiés vivant dans les camps.

b/ Figurent dans ce tableau le nombre de réfugiés immatriculés dans les camps de quelque catégorie de bénéficiaires qu'ils relèvent. N'entrent pas en ligne de compte les réfugiés des camps qui, tout en bénéficiant des services d'assainissement, ne sont pas logés par l'Office.

# SERVICE DE SANTE

Tableau 9

Nombre de consultations dans les dispensaires gérés ou  
subventionnés par l'Office  
(1er juillet 1965-30 juin 1966)

	Jordanie	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Total
<u>Nombre de bénéficiaires des services médicaux</u>	<u>656 394</u>	<u>288 764</u>	<u>138 031</u>	<u>125 810</u>	<u>1 208 999</u>
Médecine générale	653 350	390 694	414 011	362 764	1 820 819
Injections	531 305	363 031	218 192	216 581	1 329 109
Pansements et dermatologie	544 685	426 802	239 920	154 328	1 365 735
Soins oculaires	548 741	429 302	156 286	59 011	1 193 340
Soins dentaires	28 400	19 140	21 106	10 483	79 129
Total	2 306 481	1 628 969	1 049 515	803 167	5 788 132



Tableau 10

Etablissements hospitaliers auxquels les réfugiés de  
Palestine ont accès (1965-1966)

(Situation au 30 juin 1966)

Hôpitaux gérés par :

Etat et collectivités locales .....	31
Institutions bénévoles ou particuliers	38
Office .....	2
	<hr/>
Total	71

On compte en outre 9 maternités : 1 en République arabe syrienne, 2 en Jordanie et 6 à Gaza.

Nombre de lits disponibles

	Jordanie	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Total
<u>Population desservie</u>	<u>656 394</u>	<u>288 764</u>	<u>138 031</u>	<u>125 810</u>	<u>1 208 999</u>
Médecine générale	483	320	166	82	1 051
Phtisiologie	114	150	33	20	317
Obstétrique	44	68	5	7	124
Pédiatrie	114	67	21	0	202
Psychiatrie	75	-	67	1	143
Total	<hr/> 830	<hr/> 605	<hr/> 292	<hr/> 110	<hr/> 1 837
Nombre de lits pour 1 000 habitants	1,26	2,09	2,11	0,87	1,51

Centres de réhydratation et d'alimentation

	Jordanie	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Total
Nombre de centres	<u>5</u>	<u>4</u>	<u>3</u>	<u>3</u>	<u>15</u>
Nombre de lits	<u>58</u>	<u>68</u>	<u>23</u>	<u>21</u>	<u>170</u>

Tableau 11

Liste des maladies contagieuses relevées parmi les réfugiés de Palestine  
(1er juillet 1965-30 juin 1966)

	Jordanie	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Total
<u>Nombre de réfugiés</u>	<u>656 394</u>	<u>288 764</u>	<u>138 031</u>	<u>125 810</u>	<u>1 208 999</u>
Choléra	0	0	0	0	0
Peste	0	0	0	0	0
Fièvre jaune	0	0	0	0	0
Variole	0	0	0	0	0
Typhus exanthématique	0	0	0	0	0
Fièvre récurrente transmise par le pou	0	0	0	0	0
Ankylostomiase	0	65	9	0	74
Bilharziose	0	26	0	0	26
Brucellose	0	0	0	0	0
Varicelle	4 067	1 459	1 410	1 045	7 981
Conjonctivite	29 842	8 567	8 081	9 307	55 797
Diphthérie	0	0	1	4	5
Dysenterie	2 497	1 980	4 193	1 156	9 826
Affections entériques	14	81	0	128	223
Blennorragie	0	7	3	1	11
Hépatite infectieuse	175	405	64	95	739
Leishmaniose cutanée	0	0	0	8	8
Paludisme	4	17	0	2	23
Rougeole	1 842	2 462	1 274	529	6 107
Méningite cérébro-spinale	0	10	7	4	21
Oreillons	4 484	922	2 354	958	8 718
Coqueluche	135	37	337	51	560
Poliomyélite	5	16	10	9	40
Rage	0	0	0	0	0
Fièvre récurrente endémique	6	1	0	0	7
Fièvre scarlatine	0	0	0	1	1
Syphilis	1	29	48	7	85
Tétanos	4	0	1	2	7
Tétanos du nouveau-né	0	21	1	0	22
Trachome	2 528	700	436	720	4 384
Tuberculose pulmonaire	104	213	31	36	384
Typhus endémique	0	0	0	0	0

Tableau 12

## Hygiène maternelle et infantile

	Jordanie	Gaza	Liban	République arabe syrienne	Total
<u>Consultations prénatales</u>					
Centres prénataux	<u>29</u>	<u>9</u>	<u>18</u>	<u>24</u>	<u>80</u>
Femmes enceintes nouvellement inscrites	9 894	13 670	4 210	2 647	30 421
Moyenne de visites par mois	3 121	3 868	1 363	762	9 114
Tests sérologiques anti-syphilitiques	3 162	2 499	1 582	686	7 929
Réactions positives	1	17	46	4	68
Visites à domicile (soins prénataux)	<u>627</u>	<u>98</u>	<u>982</u>	<u>1 054</u>	<u>2 761</u>
<u>Soins aux nourrissons</u>					
Centres pour nourrissons	<u>27</u>	<u>9</u>	<u>17</u>	<u>24</u>	<u>77</u>
Enfants de moins d'un an inscrits (moyenne mensuelle)	8 964	13 429	4 485	2 590	29 468
Consultations données pour des enfants de moins d'un an (moyenne mensuelle)	6 193	7 349	2 974	1 224	17 740
Enfants de 1 à 2 ans inscrits (moyenne mensuelle)	8 901	9 926	4 261	3 069	26 157
Consultations données pour des enfants de 1 à 2 ans (moyenne mensuelle)	3 314	2 212	1 391	897	7 814
Vaccinations antivarioliques	6 270	12 752	3 818	3 155	25 995
Immunisations par le TAB	8 046	7 805	3 203	1 965	21 019
Immunisation par le triple vaccin	9 965	8 047	4 386	3 026	25 424
Visites à domicile (soins aux nourrissons)	<u>19 109</u>	<u>5 721</u>	<u>10 586</u>	<u>8 018</u>	<u>43 434</u>
<u>Services d'hygiène scolaire</u>					
Equipes d'hygiène scolaire	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>5</u>
Enfants examinés	26 068	6 790	4 537	23 973	61 368
Ecoles visitées	138	313	90	169	710
Injections de rappel anti-typhoïdiques	46 621	54 639	4 858	2 476	108 594
Injections de rappel anti-diphtériques	<u>11 833</u>	<u>6 527</u>	<u>3 194</u>	<u>2 196</u>	<u>23 750</u>

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL  
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Tableau 13

Ecoles UNRWA-UNESCO  
Effectifs des classes primaires, primaires supérieures et secondaires (1951-1966)

	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
GAZA																
Enseignement primaire	19 543	22 551	25 702	31 107	34 016	35 087	34 876	35 163	34 806	36 633	36 591	37 885	38 470	38 905	41 164	40 757
Enseignement supérieur	61	164	675	1 781	3 339	4 937	6 410	7 495	8 244	8 481	9 841	10 641	12 797	13 627	15 032	15 644
Enseignement secondaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	19 604	22 715	26 377	32 888	37 355	40 024	41 286	42 658	43 050	45 114	46 432	48 526	51 267	52 532	56 196	56 401
JORDANIE																
Enseignement primaire	16 345	15 882	30 118	39 188	42 144	43 649	42 431	41 600	39 519	38 223	38 309	41 000	45 531	50 220	55 713	60 802
Enseignement supérieur	-	-	87	790	1 612	2 862	4 274	5 357	6 714	6 898	7 437	8 384	8 492	8 868	9 623	11 113
Enseignement secondaire	-	-	-	22	82	200	334	493	578	612	598	875	-	-	-	-
Total	16 345	15 882	30 205	40 000	43 838	46 711	47 039	47 452	46 811	45 733	46 344	50 259	54 023	59 088	65 336	71 915
LIBAN																
Enseignement primaire	4 564	6 291	9 332	11 695	12 567	12 983	13 155	13 936	14 881	15 422	16 292	17 124	17 411	18 041	19 836	19 547
Enseignement supérieur	-	-	86	384	620	948	1 003	996	1 325	1 668	2 159	2 676	2 680	3 491	3 710	3 648
Enseignement secondaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	4 564	6 291	9 418	12 079	13 187	13 931	14 158	14 932	16 206	17 090	18 451	19 800	20 091	21 532	23 546	23 195
REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE																
Enseignement primaire	2 599	2 895	5 410	8 758	9 700	10 288	11 042	11 332	12 236	13 354	13 685	14 430	15 618	16 463	17 631	18 720
Enseignement supérieur	-	-	166	864	671	936	1 180	1 562	1 916	2 592	3 589	4 122	4 459	4 946	5 284	5 740
Enseignement secondaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	2 599	2 895	5 576	9 622	10 371	11 224	12 222	12 894	14 172	15 946	17 274	18 552	20 077	21 409	22 915	24 460
TOTAL GENERAL																
Enseignement primaire	43 051	47 619	70 562	89 748	98 427	102 007	101 504	102 031	101 462	103 632	104 877	110 439	117 030	123 629	134 344	139 826
Enseignement supérieur	61	164	1 014	3 819	6 242	9 683	12 867	15 410	18 199	19 639	23 026	25 823	28 428	30 932	33 649	36 145
Enseignement secondaire	-	-	-	22	82	200	334	493	578	612	598	875	-	-	-	-
Total	43 112	47 783	71 576	94 589	104 751	111 890	114 705	117 996	120 239	123 883	128 501	137 137	145 458	154 561	167 993	175 971

Tableau 14

Nombre d'élèves réfugiés fréquentant les écoles publiques et privées au 31 mai 1966  
et nombre de ceux pour qui l'Office verse des subventions

Pays	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE			ENSEIGNEMENT PRIMAIRE SUPERIEUR			ENSEIGNEMENT SECONDAIRE			TOTAL
	Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention	Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention	Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention	Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention	Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention	Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention	Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention	Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention	Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention	
Écoles publiques	Écoles privées	Écoles publiques	Écoles privées	Écoles publiques	Écoles privées	Écoles publiques	Écoles privées	Écoles publiques	Écoles privées	
Gaza	-	-	-	-	-	8 897	-	8 897	3 750	
Jordanie	14 878	2 823	14 878	2 823	6 068	986	5 380 <sup>8/</sup>	152	5 898	1 323
Liban	680	5 124	399	3 071	133	1 699	188	1 045	36	1 233
République arabe syrienne	5 430	222	5 430	222	1 044	385	1 044	385	1 296	1 168
Total	20 988	8 169	20 707	6 116	7 245	3 070	6 542	1 582	16 127	3 724
									10 238	2 269
									59 323	47 454

g/ En Jordanie, l'Office verse des subventions pour 10 550 élèves qui fréquentent les écoles primaires supérieures et secondaires de l'État; les chiffres relatifs à la répartition de ces élèves entre les deux catégories d'établissements ne sont qu'estimatifs.

Tableau 15

Effectifs des élèves par classe dans les écoles UNRWA-UNESCO au 31 mai 1966

ÉCOLES PRIMAIRES

Pays	1ère année		2ème année		3ème année		4ème année		5ème année		6ème année		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Gaza	3 454	3 236	3 847	3 695	3 326	3 102	3 405	3 193	3 402	3 038	3 954	3 105	21 388	19 369
Jordanie	5 953	6 084	6 425	6 098	5 813	5 349	4 834	4 527	4 886	3 561	4 462	2 810	32 373	28 429
Liban	1 374	1 238	1 932	1 631	1 734	1 481	1 583	1 246	1 813	1 302	2 379	1 834	10 815	8 732
République arabe syrienne	1 849	1 529	1 998	1 702	1 849	1 408	1 716	1 332	1 511	1 102	1 670	1 054	10 593	8 127
Total	12 630	12 087	14 202	13 126	12 722	11 340	11 538	10 298	11 612	9 003	12 465	8 803	75 169	64 657
TOTAL GENERAL	24 717		27 328		24 062		21 836		20 615		21 268		139 826	

ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES

Pays	1ère année		2ème année		3ème année		4ème année		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Gaza	2 923	2 934	2 479	2 179	3 076	2 053	-	-	8 478	7 166
Jordanie	3 322	1 824	2 541	1 187	1 604	635	-	-	7 467	3 646
Liban	765	358	577	335	693	354	398	168	2 433	1 215
République arabe syrienne	1 480	759	1 104	586	1 279	532	-	-	3 863	1 877
Total	8 490	5 875	6 701	4 287	6 652	3 574	398	168	22 241	13 904
TOTAL GENERAL	14 365		10 988		10 226		566		36 145	

Tableau 16

Répartition des enfants réfugiés de Palestine fréquentant l'école au 31 mai 1966

Pays	Nombre d'écoles UNRWA- UNESCO	Nombre d'élèves dans les classes primaires des écoles UNRWA-UNESCO			Nombre d'élèves dans les classes primaires supérieures des écoles UNRWA-UNESCO			Nombre des élèves réfugiés des écoles publiques et privées		Effectif total des réfugiés fréquentant l'école
		Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Écoles publiques	Écoles privées	
Gaza	100	21 388	19 369	40 757	8 478	7 166	15 644	8 897	-	65 298
Jordanie	191	32 373	28 429	60 802	7 467	3 646	11 113	26 844	5 132	103 891
Liban	59	10 815	8 732	19 547	2 433	1 215	3 648	849	8 056	32 100
République arabe syrienne	81	10 593	8 127	18 720	3 863	1 877	5 740	7 770	1 775	34 005
TOTAL	431	75 169	64 657	139 826	22 241	13 904	36 145	44 360	14 963	235 294

AUTRES FORMES D'ASSISTANCE FOURNIE AUX REFUGIES

Tableau 17

Organisations bénévoles aidant activement les réfugiés de Palestine  
dans la région de l'UNRWA (1965-1966)

Mission baptiste des Etats-Unis

Church Missionary Society

Commonwealth Save the Children Fund

Cooperative for American Relief Everywhere (CARE)

Fédération luthérienne mondiale

Mennonite Central Committee

Near East Christian Council Committee for Refugee Work

Mission pontificale pour la Palestine (Liban, Jordanie et Gaza)

Groupe auxiliaire féminin de l'UNRWA

Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens

Conseil oecuménique des Eglises

Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines

Association chrétienne de jeunes gens

Association chrétienne de jeunes filles



QUESTIONS FINANCIERES

Tableau 18

Etat récapitulatif des recettes, des dépenses et du fonds de roulement de l'Office  
pour la période du 1er mai 1950 au 31 décembre 1966 a/

(En dollars des Etats-Unis)

	Engagements de contributions des gouvernements		Recettes		Dépenses		Ajustements opérés sur le fonds de roulement b/ Augmentations (réductions)		Fonds de roulement net (réserve de fonctionnement)	
			Autres recettes	Total des recettes						
1er mai 1950 au 30 juin 1951	39	477 281	1 346 325	40 823 606	33	598 972 c/	-	7	224 634	
1er juillet 1951 au 30 juin 1952	67	686 495	1 018 785	68 705 280	28	573 058	215 792	47	572 648	
1er juillet 1952 au 30 juin 1953	26	867 673	440 419	27 308 092	26	778 934	518 220	48	620 026	
1er juillet 1953 au 30 juin 1954	22	684 330	575 024	23 259 354	29	192 012	(157 264)	42	530 104	
1er juillet 1954 au 30 juin 1955	23	673 500	594 161	24 267 661	29	222 705	(114 217)	37	460 843	
1er juillet 1955 au 30 juin 1956	23	585 026	571 866	23 956 892	32	198 550	(164 814)	29	054 371	
1er juillet 1956 au 31 déc. 1957	42	378 773	1 072 872	43 451 645	52	464 139	198 575	20	240 452	
1er janvier 1958 au 31 déc. 1958	32	555 876	1 104 793	33 660 669	32	777 564	36 519	21	160 076	
1er janvier 1959 au 31 déc. 1959	32	625 400	1 405 205	34 030 605	35	015 817	110 688	20	285 552	
1er janvier 1960 au 31 déc. 1960	33	828 887	2 629 135	36 458 022	34	674 460	150 084	22	219 198	
1er janvier 1961 au 31 déc. 1961	34	386 052	2 306 293	36 692 345	39	051 521	194 943	20	054 965	
1er janvier 1962 au 31 déc. 1962	34	308 775	1 346 239	35 655 014	35	688 844	615 154	20	636 289	
1er janvier 1963 au 31 déc. 1963	34	444 063	1 251 994	35 696 057	36	207 078	448 589	20	573 857	
1er janvier 1964 au 31 déc. 1964	33	963 601	1 198 130	35 161 731	37	192 861	(922 665)	17	620 062	
1er janvier 1965 au 31 déc. 1965	34	000 353	1 134 525	35 134 878	37	618 472	155 708	15	292 176	
1er janvier 1966 au 31 déc. 1966	35	227 428	1 485 000	36 712 428	37	831 000	-	14	173 604	
		d/	d/	d/		d/			d/	
TOTAL	551	493 513	19 480 766	570 974 279	558	085 987	1 285 312			

a/ Les chiffres du tableau ci-dessus sont établis, jusqu'à l'année 1964 inclusivement, d'après les états financiers de l'Office vérifiés par les commissaires aux comptes et modifiés le cas échéant de façon à faire apparaître pour chaque période les recettes et les dépenses (y compris les engagements de dépenses) qui s'appliquent au budget de la période en question, quelle que soit la date à laquelle en fait les recettes ont été perçues ou les dépenses effectuées. C'est dans le rapport du Commissaire général pour 1961-1962 que ce mode de calcul a été adopté pour la première fois et l'on a dû procéder depuis à quelques légers ajustements sur les chiffres qui y figuraient.

b/ Ces ajustements correspondent surtout à des dettes et des engagements de dépenses liquidés à un montant moindre que celui qui avait d'abord été inscrit dans les prévisions de dépenses. On a tenu compte aussi de la réévaluation des stocks, de la récupération d'éléments d'actif précédemment inscrits au passif et de variations du prix des denrées qui ne peuvent être imputés sur aucun chapitre en particulier. Ces ajustements sont indiqués séparément en raison de la difficulté qu'il y aurait à déterminer l'exercice auquel ils doivent s'appliquer. Les ajustements faits pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1964 comprennent également un transfert de 1 761 792 dollars qui est destiné à amener la réserve pour les dépenses de personnel reportées au niveau requis pour les amendements apportés aux conventions de sécurité sociale de l'Office.

c/ Y compris un montant de 2 646 909 dollars représentant le déficit de l'Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine qui a été couvert par l'Office.

d/ Prévisions.

Tableau 19

Etat détaillé des recettes de l'UNRWA (1er mai 1950-31 décembre 1966)<sup>a/</sup>  
(En dollars des Etats-Unis)

Donateurs	1er mai 50- 31 déc. 61	Pour les 12 mois se terminant le					Total des	
	31 déc. 61	31 déc. 62	31 déc. 63	31 déc. 64	31 déc. 65	31 déc. 66	b/	recettes
I. CONTRIBUTIONS ANNONCEES PAR LES GOUVERNEMENTS								
Allemagne (République fédérale d')	982 076	625 000	625 000	400 000	503 145	500 000	3 635 221	
Arabie Saoudite	1 123 593	-	494 820	-	297 778	594 778	2 510 969	
Australie	2 373 503	201 600	201 600	201 600	201 600	201 600	3 381 503	
Autriche	11 950	2 000	3 000	5 000	10 000	10 000	41 950	
Bahreïn	23 867	-	-	-	-	-	23 867	
Belgique	276 000	30 000	30 000	32 000	30 000	30 000	428 000	
Birmanie	9 546	-	-	-	-	-	9 546	
Bolivie	5 000	-	-	-	-	-	5 000	
Brésil	25 000	-	-	-	-	-	25 000	
Cambodge	5 999	571	571	-	-	-	7 141	
Canada	13 581 688	925 000	925 000	925 926	1 111 111	1 111 111	18 579 836	
Ceylan	2 400	1 000	-	1 000	1 000	1 000	6 400	
Chine	-	-	-	3 279	-	10 000	13 279	
Chypre	560	563	-	279	280	280	1 962	
Cuba	5 000	-	-	-	-	-	5 000	
Danemark	481 730	50 680	59 680	79 540	114 733	205 000	921 363	
El Salvador	500	-	-	-	-	-	500	
Espagne	16 667	-	-	33 333	-	-	50 000	
Etats-Unis d'Amérique	266 568 069	24 700 000	24 700 000	24 700 000	23 800 000	22 900 000	387 368 069	
Ethiopie	35 500	-	-	-	-	-	35 500	

Tableau 19 (suite)

Donateurs	I. CONTRIBUTIONS ANNONCEES PAR LES GOUVERNEMENTS (suite)						Total des recettes
	1 <sup>er</sup> mai 50-31 déc. 61	31 déc. 62	Pour les 12 mois se terminant le 31 déc. 63	31 déc. 64	31 déc. 65	31 déc. 66 b/	
Fédération de Malaisie Fédération de Rhodésie et du Nyassaland	7 500	1 500	15 738	1 500	1 500	1 500	29 238
Finlande	39 200	-	-	-	-	-	39 200
France	3 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	53 000
Gambie	11 397 447 30	192 458	190 213	228 564	213 238	230 000	12 451 920 30
Gaza	426 501	86 504	104 492	104 072	155 302	154 280	1 031 151
Ghana	9 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	24 000
Grèce	200 017	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	275 017
Haiti	6 000	-	-	-	-	-	6 000
Honduras	2 500	-	-	-	-	-	2 500
Inde	248 502	21 008	21 008	21 008	21 008	21 008	353 542
Indonésie	240 000	-	-	-	-	-	240 000
Irak	-	-	-	2 000	-	100 000	102 000
Iran	31 153	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	61 153
Irlande	23 876	20 000	20 000	20 000	25 000	25 000	133 876
Israël	256 547	-	-	-	-	-	256 547
Italie	340 471	80 000	80 855	160 000	160 000	160 000	981 326
Jamaïque	-	-	-	-	560	560	1 120
Japon	92 500	10 000	10 000	20 000	30 000	30 000	192 500
Jordanie	1 140 013	100 820	95 732	105 357	105 320	105 410	1 652 652
Katar	41 895	-	20 833	-	-	10 000	72 728
Koweït	162 750	220 000	220 000	220 110	220 000	220 000	1 262 860
Laos	2 707	-	1 980	-	-	-	4 687
Liban	496 715	44 967	41 787	29 241	33 495	31 597	677 802
Libéria	21 500	5 000	-	-	-	-	26 500

Tableau 19 (suite)

Donateurs	1er mai 50-	Pour les 12 mois se terminant le					Total des recettes
	31 déc. 61	31 déc. 62	31 déc. 63	31 déc. 64	31 déc. 65	31 déc. 66 b/	
I. CONTRIBUTIONS ANNONCEES PAR LES GOUVERNEMENTS (suite)							
Libye	24 000	-	-	20 000	20 000	100 000	164 000
Luxembourg	22 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	37 000
Malawi	-	-	-	-	140	140	280
Maroc	59 959	19 802	19 802	19 763	19 763	19 763	158 852
Mexique	115 691	-	-	-	-	-	115 691
Monaco	5 441	204	204	204	204	204	6 461
Niger	-	-	-	-	-	510	510
Nigéria	-	-	5 000	5 000	5 000	5 000	20 000
Norvège	480 569	49 000	56 000	63 000	70 000	77 000	795 569
Nouvelle-Zélande	1 596 000	140 000	140 000	140 000	140 000	140 000	2 296 000
Pakistan	478 614	20 964	20 964	20 964	20 964	31 446	593 916
Pays-Bas	430 905	110 497	110 497	114 883	166 228	137 585	1 070 595
Philippines	11 250	-	-	1 250	1 250	1 250	15 000
République arabe syrienne	974 141	96 987	93 902	90 226	88 965	89 762	1 433 983
République arabe unie	3 959 893	359 214	282 909	248 591	246 712	246 712	5 344 031
République centrafricaine	-	-	-	398	-	-	398
République de Corée	5 500	1 000	-	-	-	-	6 500
République Dominicaine	5 000	-	1 000	-	-	-	6 000
République du Viet-Nam	16 000	2 500	2 500	-	-	-	21 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	68 924 004	5 400 000	5 400 000	5 400 000	5 400 000	5 000 000	95 524 004
Saint-Siège	11 965	1 000	1 000	6 000	1 000	2 500	23 465
Soudan	151 070	2 870	-	-	-	-	153 940
Suède	608 545	482 950	224 751	354 959	447 445	2 354 641	4 473 291
Suisse	233 479	216 116	155 225	115 554	268 612	297 791	1 286 777
Thaïlande	3 125	-	1 000	-	-	-	4 125

Tableau 19 (suite)

Donateurs	1er mai 50-31 déc. 61	31 déc. 62	Pour les 12 mois se terminant le				Total des
			31 déc. 63	31 déc. 64	31 déc. 65	31 déc. 66	b/ recettes
I. CONTRIBUTIONS ANNONCEES PAR LES GOUVERNEMENTS (suite)							
Tunisie	6 000	2 000	2 000	4 000	4 000	5 000	23 000
Turquie	35 759	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	75 759
Uruguay	5 000	-	-	-	-	-	5 000
Yougoslavie	428 700	40 000	20 000	20 000	20 000	20 000	548 700
Divers gouvernements (recettes procurées par les timbres commémo- ratifs de l'Année mondiale du réfugié)	238 211	-	-	-	-	-	238 211
II. CONTRIBUTIONS D'AUTRES SOURCES							
UNESCO	1 114 876	280 841	300 477	300 927	279 294	340 000	2 616 415
OMS	402 759	50 053	48 143	45 798	51 303	47 000	645 056
Divers	4 190 503	627 290	422 763	455 397	485 453	463 000	6 544 406
TOTAL des contributions d'autres sources	5 708 138	958 184	771 383	802 122	816 050	850 000	9 905 877

Tableau 19 (suite)

Donateurs	1er mai 50-	Pour les 12 mois se terminant le						Total des
	31 déc. 61	31 déc. 62	31 déc. 63	31 déc. 64	31 déc. 65	31 déc. 66	<u>b/</u>	recettes
III. RECETTES DIVERSES ET AJUSTEMENTS SUR LES CHANGES								
	7 356 740	388 055	480 611	396 008	318 475	635 000	9 574	889
TOTAL DES RECETTES	392 614 171	35 655 014	35 696 057	35 161 731	35 134 878	36 712 428	570 974	279

a/ Les données de ce tableau sont établies jusqu'à l'année 1964 inclusivement, d'après les états financiers de l'Office vérifiés par les commissaires aux comptes mais modifiés le cas échéant de manière à faire apparaître les contributions annoncées par les gouvernements pour chaque exercice, quelle que soit la date à laquelle elles ont été versées.

b/ Les chiffres pour 1966 sont des chiffres de prévisions.

c/ Y compris une récente contribution de 297 000 dollars pour 1964.

Tableau 20

Etat des recettes provenant de sources non gouvernementales entre  
le 1er janvier 1965 et le 30 juin 1966

(En dollars des Etats-Unis)

Donateurs	Montant	
	1965	Six premiers mois de 1966
<u>Allemagne (République fédérale d')</u>		
Hermann J. Abs.	1 006	-
Bayerische Motoren-Werke A.G.	503	-
Bayerische Vereinsbank - Munich	-	1 000
Bosch, Robert GmbH	1 509	1 509
Commerzbank A.G. - Dusseldorf	252	-
Daimler Benz Co. Stuttgart	2 019	1 006
Frankfurter Bank	503	-
Geisler, Dr. Rudolf P.	102	-
Index - Werke, Esslingen	503	-
MISEREOR	6 250	6 289
Paulus, Dr. Allgemeine Rentenanstalt	503	-
Siemens and Halske A.G.	755	-
Volkswagen Werk A.G.	-	254
Donateurs divers	44	3
<u>Australie</u>		
Inner Wheel Club of Hobart	504	-
U.N. Association of Australia (Section de Victoria)	502	502
U.N. Association of Australia (Section sud)	140	139
<u>Autriche</u>		
Caritas	500	500
<u>Belgique</u>		
Caisse nationale d'épargne	1 500	-
Vente du timbre spécial (Entraide socialiste belge et Caritas Catholica)	70 000	8 336
Donateurs divers	-	26
<u>Canada</u>		
Association canadienne pour les Nations Unies	2 155	-
Association canadienne pour les Nations Unies (Section du comté de Peel)	463	-
Dr R. P. Baird	926	-
Jeune Croix-Rouge canadienne (branche de Saskatchewan)	278	-
Jeune Croix-Rouge canadienne	2 500	463
Mme D. C. Henderson	-	463
Comité d'entraide unitarien	-	1 343
Wesley United Church, Comité féminin	-	139

Tableau 20 (suite)

Donateurs	Montant	
	1965	Six premiers mois de 1966
<u>Danemark</u>		
Comité pour les réfugiés	1 979	-
Comité de secours de l'Eglise de l'Etat	-	238
Donateurs divers	-	21
<u>Etats-Unis d'Amérique</u>		
Abqaiq Women's Group (Aramco)	500	-
American Council for Judaism Philanthropic Fund	-	1 000
American Friends of the Middle East	1 500	500
American Middle East Rehabilitation Inc.	34 494	19 370
American Mission (Beyrouth)	1 026	512
Arabian American Oil Company (Aramco)	65 000	55 000
Dr et Mme Elmer Berger	500	-
Calouste Gulbenkian Foundation	-	5 000
Chrysler Corporation	1 666	417
Church World Service	-	748
Cobey, James	-	100
Dahran Women's Group (Aramco)	350	-
Ford Motor Co.	25 000	-
General Motors Corporation	4 428	-
Glenview Community Church	500	500
Harvard - Radcliffe Combined Charities Committee	116	-
Huntsinger, Mr. A. E.	700	-
NAJDA - American Women for the Middle East	1 000	1 000
National City Christian Church (Christian Women's Fellowship)	155	-
Near East Council of Churches Committee for Refugee Work	1 202	-
Ottinger Foundation Inc.	1 000	-
Pickerl, Mrs. Dorothea M.	1 000	1 000
Selby, Peter Spengler	-	101
Thomas J. Lipton Inc.	3 993	-
United States Committe for Refugees	210	-
United Steel Workers of America	1 000	-
U.S. Omen	1 500	500
Miss Gloria W. Wagner	250	250
Donateurs divers	552	141
Anonyme	5	30
<u>Finlande</u>		
Aalto, Mlle Hilja - Julin, M. Eero -		
Sipila, Mme Helvi - Vehnamaki, Mme Irja	-	500
Association des enseignants finlandais	500	500
Association finlandaise des jardinières d'enfants	500	200



Tableau 20 (suite)

Donateurs	Montant	
	1965	Six premiers mois de 1966
<u>Finlande (suite)</u>		
Association d'universités et académies populaires	1 000	500
Comité pour les réfugiés	-	2 500
Groupe de marchands de bois	1 352	-
Organisation centrale pour l'éducation civique	300	-
Mlle Christine Naupert	1 500	-
Mme Helvi Sipila	1 500	-
Union des guides finlandaises	5 000	-
Union des scouts finlandais	2 000	-
<u>Gaza</u>		
Famille Abou Abdallah	101	51
Famille Abou Middain	1 997	998
Famille Abou Salim	490	246
Famille Abou Sha'b	442	221
Famille Awada	1 127	1 331
Familles Awada et Abou Middain	321	161
Famille Daghma	110	55
Famille El Moussadar	281	141
Familles Kour'an et Moussadar	374	187
Famille Tarazi	115	57
Département du Wakf	6 587	3 294
Donateurs divers	775	351
<u>Italie</u>		
Donateurs divers	-	23
<u>Irlande</u>		
Comité national pour l'UNICEF	700	-
<u>Islande</u>		
Comité féminin de l'Eglise de Nes	100	-
<u>Jordanie</u>		
Conseil municipal de Qalqilia	616	307
Anonyme	3 886	727
Ecole technique Carlton Le Willows	-	1 544
Le Patriarche grec orthodoxe de Jérusalem	-	997
<u>Liban</u>		
Communauté grecque orthodoxe	645	323
Mneimneh et Bohsaly	1 452	726
Municipalité de Mié-Mié	355	-
Héritiers de Sadeddin Chatila	1 290	644

Tableau 20 (suite)

Donateurs	Montant	
	1965	Six premiers mois de 1966
<u>Liban (suite)</u>		
Charles Hérou - Son Excellence le Président de la République	161	-
Mission syro-libanaise	1 935	967
Donateurs divers	28	-
Anonyme	1 991	1 054
<u>Liechtenstein</u>		
Press Und Stanzwork	200	-
<u>Luxembourg</u>		
Association des guides luxembourgeoises	1 500	-
<u>Norvège</u>		
Association norvégienne pour les Nations Unies	294	-
Comité norvégien pour les réfugiés	13 100	8 019
Fonds Wenche Myhre	10 040	-
Illustrert Familieblad	500	-
Arthur Kroksnes	-	140
Société pour l'aide aux réfugiés et le développement international	500	490
Donateurs divers	94	3
<u>Nouvelle-Zélande</u>		
New Zealand Council of Organizations for Relief Service Overseas Inc. (CORSO)	24 234	-
<u>République arabe syrienne</u>		
Autorités locales	2 073	1 037
<u>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</u>		
Association de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour les Nations Unies	1 820	5 040
Lord et Lady Astor	2 604	-
Comité gouvernemental pour l'aide aux réfugiés	980	-
Cambridge University - UNA Refugee Department	910	420
Collegiate School for Girls	504	-
Colls, Leslie H.	504	-
Lady M. Charles	504	-
Freedom from Hunger (Tenby) Committee	-	504
Caroline Haslett Memorial	-	498
Dr J. S. H. Lodge	504	-
Lycée de jeunes filles - Burton-on-Trent	-	168
M. et Mme J. Mulford	224	168
Mme D. M. Nowell	504	504

Tableau 20 (suite)

Donateurs	Montant	
	1965	Six premiers mois de 1966
<u>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</u> (suite)		
Oxford Committee for Famine Relief (OXFAM)	16 240	22 400
Mlle M. Rogers	504	504
St. Helen's School	-	504
Mlle C. G. Symonds	504	504
Mme E. M. Turney	504	-
War on Want	700	-
Wings of Friendship	3 115	209
Donateurs divers	111	-
Anonyme	2 800	4 200
<u>Suède</u>		
Association suédoise pour les Nations Unies	274	-
Croix-Rouge suédoise	4 552	-
MM. L. M. Ericsson	-	994
Lions Club - Vasteras	-	194
Dr Ulf Nordwall	194	-
Swedish Save the Children Federation	17 775	7 775
Werbro Hulmstad	257	-
Donateurs divers	-	29
<u>Suisse</u>		
Pasteurs suisses	452	-
Mme Weeks et Mlle Krbec	204	102
Donateurs divers	12	-
<u>Organisations internationales</u>		
Confédération internationale des syndicats libres	3 000	-
Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales :		
Australie	504	504
Canada	3 233	3 241
Comité central	4 500	-
Etats-Unis d'Amérique	-	1 500
Norvège	500	-
Nouvelle-Zélande	1 008	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4 382	1 008
Suisse	500	500
Mlle Hélène Irwin	500	-
Mlle Kathleen Kaye	700	-
Fédération luthérienne mondiale	12 500	14 000
Fonds du personnel de l'Office européen des Nations Unies pour les réfugiés	-	600

Tableau 20 (suite)

Donateurs	Montant	
	1965	Six premiers mois de 1966
<u>Organisations internationales (suite)</u>		
Force d'urgence des Nations Unies	643	249
Contingent canadien	-	3 105
XVème bataillon danois	690	-
XIXème bataillon danois	322	449
XXVème bataillon suédois	2 706	-
XXVIIème bataillon suédois	6 987	-
Organisation des Nations Unies pour la surveillance de la trêve	-	90
Opération des Nations Unies au Congo	2 050	-
Association du personnel international de l'UNRWA	1 113	-
Groupeement auxiliaire féminin de l'UNRWA	4 618	5 100
Ligue internationale féminine pour la paix et la liberté	314	-
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	279 294	170 361
Organisation mondiale de la santé (OMS)	51 303	23 655
Union chrétienne de jeunes gens	6 000	-
Zonta international	18 485	15 433
Zonta - District XIII	1 000	2 000
Donateurs divers	700	1 000
"Festival international du piano" (vente du disque)	16 000	-
	<u>816 050</u>	<u>424 206</u>

Sur le total indiqué ci-dessus pour 1965, 576 153 dollars étaient destinés au Fonds spécial pour la formation professionnelle; au cours du premier semestre de 1966, 326 509 dollars ont été contribués pour le même but.

Tableau 21

Contributions gouvernementales et autres au Fonds spécial  
de formation professionnelle et d'enseignement supérieur  
(1er janvier au 31 décembre 1966)  
(En dollars des Etats-Unis)

Donateurs	Montant	Remarques
<u>A. Gouvernements</u>		
Australie	22 500	Part de la contribution régulière allouée au Fonds par le donateur
Autorités de Gaza	1 028	Pour des bourses universitaires
Danemark	133 334	Pour des bourses de formation professionnelle
France	10 300	Pour des bourses de formation professionnelle et des bourses universitaires
Norvège	35 000	Part de la contribution régulière allouée au Fonds par le donateur
Pays-Bas	21 532	Services du personnel d'écoles professionnelles
Pays-Bas	5 552	Pour l'établissement d'un gymnase dans une école professionnelle
Suède	43 200	Services du personnel d'écoles professionnelles
Suède	95 040	Destinés aux bourses de formation professionnelle
Suède	1 845 000	Part d'une contribution spéciale de 2 millions de dollars pour le programme de l'enseignement général et professionnel de l'UNRWA, y compris l'éducation sanitaire et la protection maternelle et infantile
Suisse	58 140	Contrepartie des sommes économisées par l'Office par suite de la contribution suisse de produits laitiers et allouée au Fonds à la demande du donateur
Suisse	8 861	Services du personnel d'une école professionnelle
Suisse	181 830	Pour la gestion de l'Institut pédagogique UNRWA-UNESCO en 1966

Tableau 21 (suite)

Donateurs	Montant	Remarques
B. <u>Autres donateurs</u>		
UNESCO	236 000	Personnel exécutif, administratif et spécialisé détaché auprès de l'UNRWA
Organisations bénévoles, firmes commerciales et particuliers	154 551	Total reçu jusqu'au 30 juin 1966
Total	<u>2 900 828</u>	

- Notes : 1) Le coût estimatif de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur pour l'année 1966 est de 3 500 000 dollars, estimation qui ne comprend aucune des charges communes (services d'approvisionnement et de transport, des finances, de l'administration du personnel, de l'administration générale) qui s'élèvent à plusieurs centaines de milliers de dollars.
- 2) Les contributions ci-dessus sont comprises dans les tableaux précédents (tableaux 19 et 20) et ne s'y ajoutent pas.

Tableau 22

Contributions fournies directement aux réfugiés par les gouvernements des pays d'accueil<sup>a/</sup>  
durant l'année se terminant le 30 juin 1966

(En dollars des États-Unis)

Donateurs	Services d'ensem- lement	Services sociaux	Services médicaux	Logement	Services de sécurité	Services divers	Frais d'administration	Total
Jordanie	724 212	232 730	589 400	-	113 400	16 369	90 871	1 766 982
Liban	41 935	8 065	14 516	-	129 032	12 355	483 871	689 774
République arabe syrienne	705 397	212 019	61 851	1 307 692	36 058	122 923	187 011	2 632 951
République arabe unie	1 565 472	323 623	381 800	-	112 270	30 836	100 000	2 514 001
Total	3 037 016	776 437	1 047 567	1 307 692	390 760	182 483	861 753	7 603 708

a/ Outre ces contributions dont bénéficiaient directement les réfugiés, tous les gouvernements en question contribuent au budget de l'UNRWA. Leurs contributions à ce titre apparaissent dans la comptabilité de l'Office et sont indiquées aux tableaux 18 et 19. Il y a également lieu de signaler que l'Office (et dans certains cas les institutions bénévoles qui s'occupent des réfugiés) est exonéré du paiement des impôts et des droits de douane. De plus, les dépenses afférentes aux services normalement assurés par les gouvernements des pays d'accueil se trouvent augmentées en raison de l'utilisation de ces services par les réfugiés.

Tous les chiffres ci-dessus sont tirés des données fournies par les gouvernements intéressés et sont exprimés en dollars, la conversion étant opérée aux taux de change appliqués par l'Office dans sa comptabilité sur la base soit des cours officiels, soit des cours du marché libre, selon le cas.

# PERSONNEL DE L'OFFICE

Tableau 23

Personnel de l'Office au 31 décembre 1964 et au 31 décembre 1965

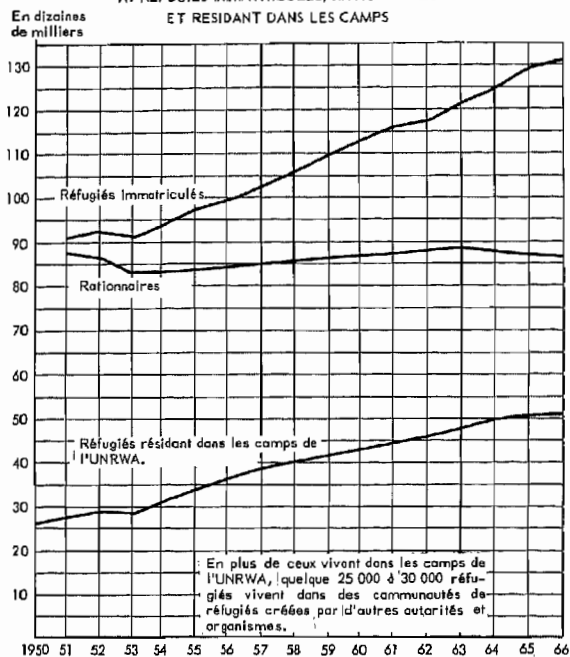
	Personnel recruté sur le plan régional	Personnel international			TOTAL GENERAL
		UNRWA	Détaché ou prêté par d'autres organismes des Nations Unies	Total	
31 décembre 1964	11 936	124	24	148	12 084
31 décembre 1965	11 495	101	25	126	11 621

Note : Le personnel recruté sur le plan régional se compose à peu près exclusivement de réfugiés.

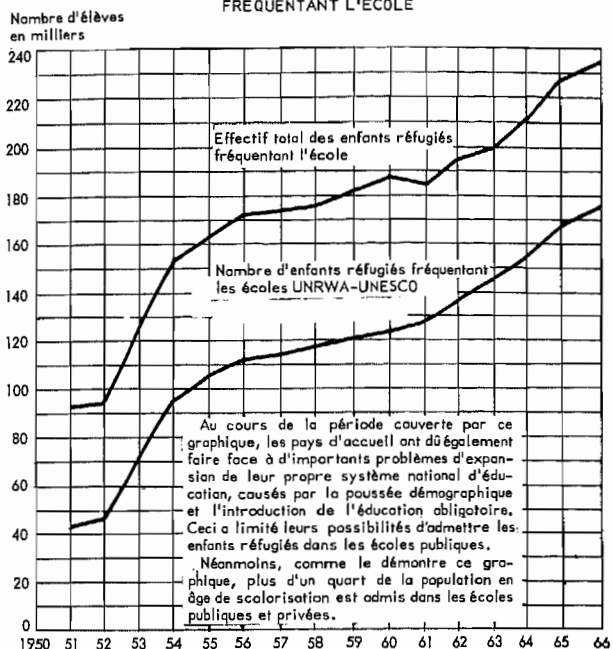


## Annexe II

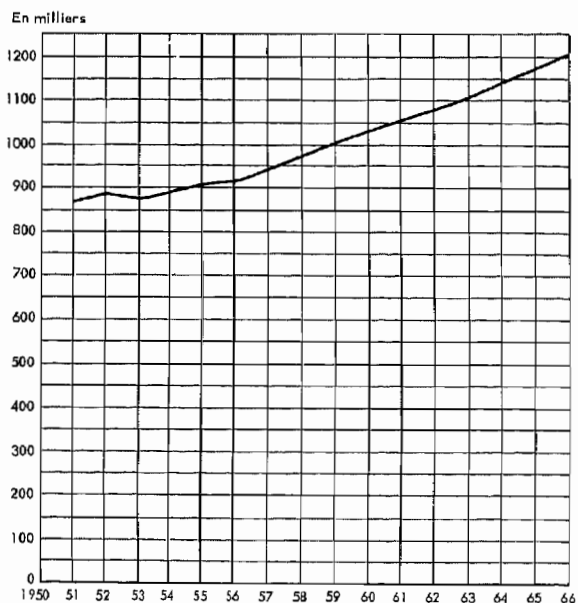
A. REFUGIES IMMATRICULES, RATIONNAIRES  
ET RESIDANT DANS LES CAMPS



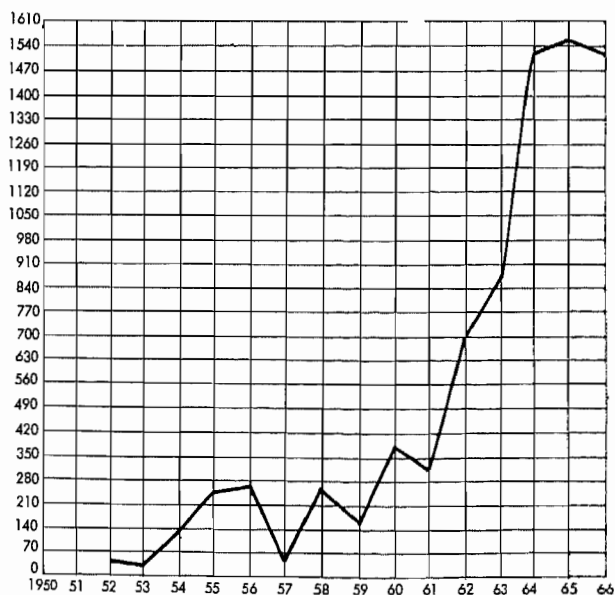
C.-EFFECTIF TOTAL DES ENFANTS REFUGIES  
FREQUENTANT L'ECOLE



B.-REFUGIES BENEFICIAIRES DE L'ASSISTANCE MEDICALE



D.-DIPLOMES DES ECOLES PROFESSIONNELLES



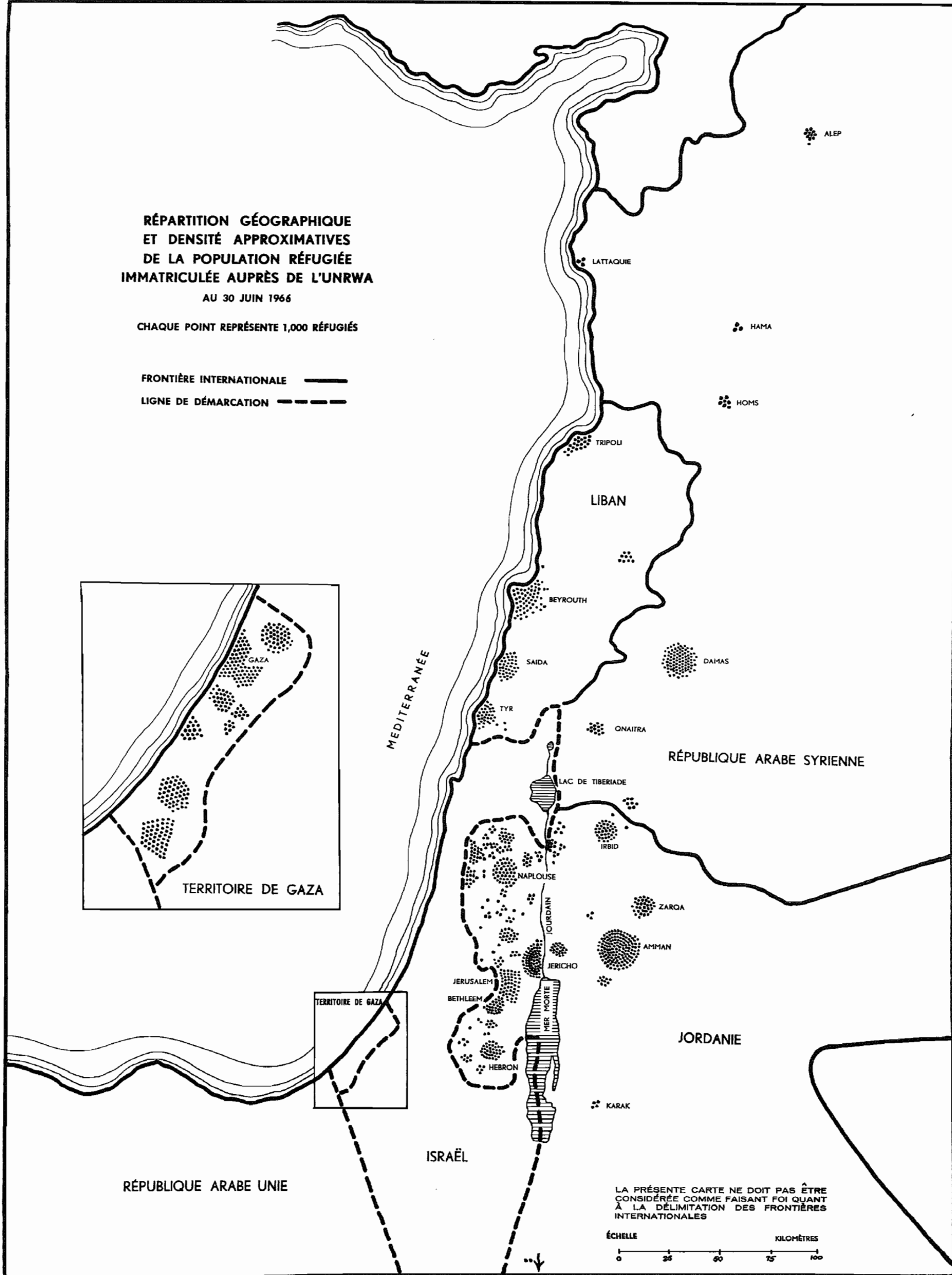
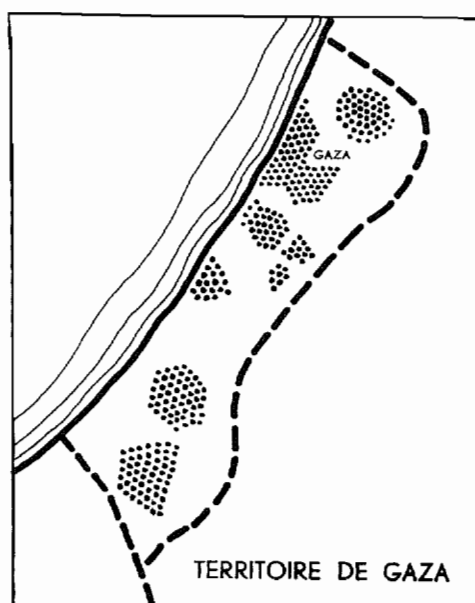
**RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE  
ET DENSITÉ APPROXIMATIVES  
DE LA POPULATION RÉFUGIÉE  
IMMATRICULÉE AUPRÈS DE L'UNRWA**

AU 30 JUIN 1966

CHAQUE POINT REPRÉSENTE 1,000 RÉFUGIÉS

FRONTIÈRE INTERNATIONALE ———

LIGNE DE DÉMARCATIION - - - - -



#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.